

UN SEUL MONDE



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

N° 3 / SEPTEMBRE 2022

Le magazine de la DDC
sur le développement
et la coopération

www.un-seul-monde.ch

ASIE CENTRALE

Des millions de personnes n'ont pas accès à l'eau potable au Tadjikistan et en Ouzbékistan

SOUDAN DU SUD

Au-delà des conflits, la jeunesse fait avancer le pays

ONG POP-UP

L'aide à petite ou à grande échelle ?



DOSSIER

ASIE CENTRALE



8

Goutte-à-goutte et tarifs contre la crise de l'or bleu

La gestion de l'eau au Tadjikistan et en Ouzbékistan constitue un défi transfrontalier. Reportage.

18

« La difficulté réside moins dans la quantité d'eau que dans le calendrier de répartition »

Entretien avec Dinara Ziganshina, directrice suppléante du Centre d'information scientifique de la Commission inter-États pour la coordination de l'utilisation des ressources en eau de l'Asie centrale.

20

« Mon avenir, je le vois dans le secteur de l'eau »

Une nouvelle génération de spécialistes travaille dans la station de pompage d'eau potable Beshbulok en Ouzbékistan.

21

Faits et chiffres

UN SEUL MONDE en ligne :

www.un-seul-monde.ch
www.eine-welt.ch
www.un-solo-mondo.ch
www.one-world-magazine.ch

Un seul monde est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.

HORIZONS

SOUDAN DU SUD



22

Étudier envers et contre tout

Au Soudan du Sud, les conflits empêchent la population de sortir de la pauvreté. Aujourd'hui, des étudiantes et des étudiants veulent prendre en main le développement de leur jeune pays.

26

Sur le terrain avec...

Lydia Minagano Kape, chargée des programmes paix et questions politiques au bureau de la DDC à Juba.

27

La marche vers l'émancipation

Jackcilia Salathiel Ebere évoque son travail en tant que coordinatrice nationale pour les femmes au sein du Conseil des Églises du Soudan du Sud.

DDC



28

Renforcer la résilience des familles vulnérables

En Bolivie, la DDC encourage le secteur privé à développer des produits d'assurance inclusive et agricole abordables.

31

Combattre le paludisme depuis Genève

La ville des bords du lac Léman se profile comme la capitale mondiale de la santé.

FORUM



34

L'aide à petite ou à grande échelle ?

De plus en plus de particuliers fondent des mini-ONG pour soutenir les personnes vulnérables à l'étranger.

37

Managua, ville étrange et accueillante

Carte blanche : la directrice de théâtre Lucero Millán relate la vie quotidienne dans la capitale du Nicaragua.

CULTURE



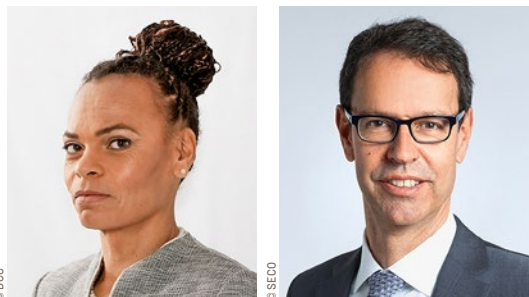
38

« Je veux être un témoin de mon temps »

Matteo Placucci accompagne et photographie depuis des années les personnes migrantes sur la route des Balkans.

- 3 Éditorial
- 4 Périscope
- 33 DDC interne
- 41 Service
- 43 Coup de cœur avec Eugenia Senik
- 43 Impressum

TRENTE ANS DE COOPÉRATION EN ASIE CENTRALE



Début mars 2022, alors que nous partions en Ouzbékistan et au Kirghizistan, un nouveau programme de coopération régional 2022-26 était lancé. Pour la DDC et le Secrétariat d'État à l'économie (SECO), ces voyages communs offrent un cadre idéal pour revoir et évaluer nos approches.

D'un point de vue géopolitique, l'Asie centrale se trouve entre la Chine et la Russie, avec l'Afghanistan pour voisin. Elle est passée maître dans l'art difficile de danser à la fois avec l'ours et le dragon. Sa proximité avec la Russie s'explique par son appartenance à l'ancienne Union soviétique. La langue russe est omniprésente et nombreux sont les citoyennes et citoyens à détenir un passeport russe. La migration du travail et les transferts de fonds représentent jusqu'à 30% du PIB.

En Asie centrale, la Suisse mène des projets variés. Au sein des institutions de Bretton Woods, elle appartient au même groupe de vote que les pays de la région. Ceci explique qu'un rapport privilégié, de partenariat, se soit développé ces trois dernières décennies.

Souvent, les résultats ne sont visibles qu'après des années. Nous avons été frappés par la qualité de la collaboration avec les communes. La décentralisation permet de redéfinir les responsabilités, de les vivre autrement. Les citoyennes et citoyens sont intégrés à la vie politique et assument la gestion d'une part du budget communal. Une équipe chargée du suivi veille à ce que les engagements soient tenus et n'hésite pas à rendre publics les manquements.

Malheureusement, lors d'entretiens officiels, nos interlocutrices étaient rares: sur ce point, il reste du chemin à faire. Pour nous, constater que cela ne reflétait pas la situation au niveau communal était d'autant plus réjouissant. Les femmes font preuve d'autorité et d'engagement pour atteindre des objectifs de développement dans leurs villages. Dans les régions montagneuses du Kirghizistan aussi, la Suisse a laissé son empreinte. Guides de montagne, moniteurs de ski et opérateurs touristiques locaux y évoquent avec enthousiasme Pontresina et Arosa, dans les Grisons, où ils ont pu se former et recueillir des idées grâce au soutien de la coopération suisse en matière de développement.

Bien entendu, sur trente ans, les écueils sont inévitables. Gérer les retards dans les programmes, faire avancer les réformes constituent des défis. Tout cela nécessite patience et souplesse. Le soulagement se lisait sur le visage de nos partenaires lorsque nous leur avons confirmé que la Suisse poursuivrait ses engagements en Asie centrale. Il s'agira de réajuster la coopération en fonction des besoins sur place. La crise en Ukraine nous l'enseigne très clairement. Le développement économique, la gouvernance et les questions liées au climat auront sans doute une importance accrue. Les différents processus de réforme resteront, eux aussi, primordiaux.

Nous continuerons à soutenir ces pays dans leur développement économique et politique. Ils portent néanmoins l'essentiel du fardeau et seule une mobilisation politique de l'ensemble de la population leur permettra d'avancer. C'est pourquoi initiatives privées et entrepreneuriat restent des axes clés du nouveau programme de coopération.

Patricia Danzi
Directrice de la DDC

Dominique Paravicini
Responsable Coopération et développement économiques au SECO



© Zev football

BALLONS DE FOOT EN CUIR DE YACK

(bf) Les quelque 600 000 yacks des hauts plateaux de Mongolie sont principalement utilisés comme bêtes de somme et de transport. Jusqu'à présent, leur cuir n'avait aucune valeur commerciale. Désormais, la start-up ZEV produit des ballons de football en cuir de yack: un produit local, de qualité et cousu à la main par une quinzaine d'ouvrières et d'ouvriers dans un atelier de la capitale mongole d'Oulan-Bator. Le but est de commercialiser des ressources jusqu'ici inexploitées et de favoriser la durabilité. Le processus intègre des personnes en situation de handicap et offre des possibilités de formation. La production des ballons de football s'inscrit dans le cadre du projet de la DDC «Green Gold and Animal Health», achevé avec succès en 2021 après dix-sept ans de travail. Le projet a permis d'améliorer les conditions de vie de plus de 90 000 familles nomades et de restaurer plus de 20 millions d'hectares de pâturages surexploités.

www.yakfootball.mn

UN FILTRE POUR PURIFIER L'EAU GRÂCE À L'ÉNERGIE SOLAIRE

(zs) L'accès à l'eau potable à large échelle et dans des endroits reculés est possible. Des scientifiques de l'École polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL) ont développé un filtre de purification qui fonctionne exclusivement à l'énergie solaire. Selon l'Organisation mondiale de la santé, au moins 1,8 milliard d'individus consomme de l'eau contaminée par des excréments, ce qui entraîne de nombreuses maladies. Le prototype, mis au point par l'équipe du professeur László Forró, «combine des nanofils de dioxyde de titane (TiO₂) et des nanotubes de carbone alimentés uniquement par la lumière du soleil», explique l'EPFL. Les premiers sont capables de purifier l'eau en présence de soleil. Et les entrelacer avec les seconds per-

met de «former un matériau composite qui ajoute une couche supplémentaire de décontamination par pasteurisation de l'eau», éliminant les bactéries et les virus. Les scientifiques ont testé le dispositif avec la bactérie fécale E. Coli, mais celui-ci pourrait être efficace également contre d'autres organismes pathogènes et les micropolluants.

COVID-19: D'IMPORTANTES PERTES POUR LES FAMILLES

(zs) Au moins deux tiers des ménages avec enfants ont vu leurs revenus diminuer depuis l'apparition du Covid-19, selon un récent rapport publié par l'Unicef et la Banque mondiale. Le document, qui s'appuie sur des données recueillies dans 35 pays, montre que les foyers nombreux (comptant trois enfants ou plus) ont subi davantage de pertes que les plus petits (avec un ou deux enfants). Cette baisse de rentrées a contraint les parents, dans un quart des familles, à ne pas manger pendant un ou plusieurs jours. De leur côté, les enfants ont été privés de services essentiels: dans 40% des foyers, ils n'ont bénéficié d'aucune activité éducative lors de la fermeture des écoles. «Le creusement des inégalités en résultant pourrait persister pendant des générations, et diminue les chances pour les enfants de mieux réussir que leurs parents ou grands-parents», déplore Carolina Sánchez-Páramo, de la Banque mondiale. Cette institution, tout comme l'Unicef, recommande urgemment la mise en place de mesures de soutien, telles que des transferts monétaires et l'universalité des prestations familiales.

JEU D'ÉCHECS AU BIDONVILLE

(sam) Le quartier informel de Makoko, au Nigéria, est l'un des plus grands bidonvilles flottants du monde. La plupart de ses habitantes et habitants sont analphabètes et de nombreux enfants ne vont pas à l'école. Selon l'organisation nigériane Chess in Slums Africa, le jeu d'échecs est un moyen de donner des perspectives aux plus jeunes. Sa pratique leur permet de développer leur potentiel. «Grâce



© chessinlumsafrica

à sa renommée mondiale, le jeu d'échecs est la preuve que les enfants des bidonvilles ne sont pas moins intelligents que les autres», explique Tunde Onakoya, le fondateur de l'organisation qui a lui-même grandi dans un tel quartier. Les meilleurs joueurs et joueuses reçoivent des bourses pour aller à l'école ou faire des études. Depuis 2018, Chess in Slums Africa a déjà permis de scolariser plus de 200 enfants. L'organisation entend créer la plus grande académie d'échecs du monde et améliorer les conditions de vie des jeunes au Nigéria. www.chessinlumsafrica.com

MIEUX ÉVALUER LES RISQUES

(sch) La chaire de l'École polytechnique fédérale de Zurich dédiée aux risques météorologiques et climatiques collabore étroitement avec les autorités des pays du Sud pour mieux les préparer aux risques météorologiques et climatiques croissants. La plateforme Climada permet de réaliser des simulations basées sur des événements et de déterminer les conséquences socio-économiques des phénomènes météorologiques et climatiques. Les autorités peuvent alors mieux évaluer les réponses possibles et effectuer une analyse coûts-bénéfices des mesures. Le modèle Climada est applicable aux cyclones, aux vagues de chaleur, aux sécheresses, aux inondations et aux incendies de forêt. Il permet également de calculer les effets de phénomènes météorologiques extrêmes hypothétiques. Actuellement, l'équipe de recherche conseille la ville vietnamienne de Hue, fortement exposée aux cyclones tropicaux, car située au bord de la mer de Chine méridionale. Ces travaux sont soutenus par la Banque asiatique de développement ainsi que l'agence de coopération internationale allemande pour le développement (GIZ). Climada est un logiciel open source gratuit. www.eca-network.org

UN MÉDIA PILOTÉ PAR DES FEMMES

(sam) Premier média à n'employer que des femmes en Somalie, Bilan Project a été fondé en avril 2022. Sous la direction de Nasrin Mohamed Ibrahim, l'une des rares productrices en chef du pays, une équipe de six personnes crée des contenus audiovisuels, radiophoniques et électroniques sur la violence sexuelle et sexiste ou sur les femmes en politique et dans le monde des affaires. « Certains n'apprécient peut-être pas que je joue au football et que je dirige une équipe de journalistes. Mais personne ne me fera changer de vie », écrit Nasrin Mohamed Ibrahim dans un communiqué de presse. « Bilan » signifie « clair » ou « lumineux » en

COUP DE CRAYON de Ahmat Aykanat (Turquie)



somali. L'équipe est installée à Mogadiscio dans les bureaux du Dalsan Media Group, une société médiatique somalienne importante dont les plateformes servent également à diffuser les productions de Bilan. Le projet pilote est financé par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour une durée d'un an. La représentante du PNUD à Mogadiscio a toutefois bon espoir qu'il s'établisse à long terme et couvre également les autres régions de Somalie. www.undp.org (recherche: Bilan Project)



DOSSIER ASIE CENTRALE

GOUTTE-À-GOUTTE ET TARIFS CONTRE LA CRISE DE L'OR BLEU PAGE 8
**« LA DIFFICULTÉ RÉSIDE MOINS DANS LA QUANTITÉ D'EAU QUE
DANS LE CALENDRIER DE RÉPARTITION »** PAGE 18
« MON AVENIR, JE LE VOIS DANS LE SECTEUR DE L'EAU » PAGE 20
FAITS ET CHIFFRES PAGE 21



La ville de Khodjent, dans la vallée de Ferghana, a été construite le long du fleuve Syr-Daria. Des millions de personnes en Asie centrale dépendent de ses eaux.

© Samuel Schläpfl

GOUTTE-À-GOUTTE ET TARIFS CONTRE LA CRISE DE L'OR BLEU

En Asie centrale, des millions de personnes n'ont pas accès à l'eau potable. Des récoltes entières sont perdues faute d'irrigation suffisante en période de sécheresse. *Un seul monde* s'est rendu au Tadjikistan et en Ouzbékistan, à la recherche d'exemples de gestion plus durable des ressources en eau transfrontalières.

Reportage : Samuel Schlaefli

Le village de Lakkon, au Tadjikistan, occupe une bande de terre plate et aride, bordée sur trois côtés par le Kirghizistan. Il y a quelques années encore, la source d'approvisionnement en eau potable de ses 7500 habitantes et habitants se trouvait du côté kirghize. Un fait qui, avant 1991, n'avait aucune importance: l'ensemble du territoire appartenait à l'Union soviétique et le gouvernement russe centralisait tout, y compris l'approvisionnement en eau.

Or, lorsque les républiques soviétiques ont acquis leur indépendance, la partie kirghize a commencé à retenir une part des ressources pour ses propres besoins. Les cours d'eau et nappes phréatiques partagés par le Tadjikistan et le Kirghizistan sont source de conflits depuis des années (voir encadré). À compter de 2015, l'eau n'a traversé la frontière jusqu'à Lakkon que trois heures par semaine. Au village, elle était collectée dans un réservoir raccordé à dix robinets, où la population pouvait venir remplir ses bidons. Bien souvent, cela ne couvrait pas même les besoins en eau potable.

Gestion autonome

L'eau a donc dû être acheminée par camions vers cette région frontalière, depuis l'intérieur du pays. Lorsque cela ne suffisait pas, les gens puisaient dans les eaux stagnantes, d'où une re-

crudescence de pathologies liées à l'eau, telles que le typhus, une infection bactérienne provoquant fortes fièvres et diarrhées et pouvant même entraîner la mort.

«Lorsque je suis arrivée pour la première fois à Lakkon, il y a huit ans, la commune n'avait aucun contrôle de ses

ressources en eau potable et dépendait, qui plus est, d'une infrastructure vétuste», se souvient Rahbar Homidova, du Secrétariat international de l'eau (SIE) qui, depuis 2007, collabore étroitement avec la DDC au Tadjikistan. L'ONG canadienne s'est spécialisée dans l'amélioration des infrastructures pour l'eau potable en Asie centrale. «Réservoirs,



pompes et conduites étaient totalement délaissés, personne ne s'en occupait plus», relate Rahbar Homidova.

Rahbar Homidova et son équipe ont soumis une proposition aux villageoises et villageois: «Nous rénovons cette infrastructure en piteux état, déconnectons les réservoirs de la source kirghize et développons le système d'eau potable pour que toutes et tous aient accès à l'eau courante 24 heures sur 24.» En contrepartie, les gens s'acquitteront d'une contribution et prendront en main la gestion du système mis en place. Et, surtout, l'eau aura désormais un prix.

Le changement est de taille, car l'eau est gratuite au Tadjikistan. Seul le service de mise à disposition de l'eau assuré par les autorités est payant. Un service dont la majorité des personnes reste cependant privée: 40% de la population rurale ont accès à l'eau potable et 2% aux systèmes d'assainissement.

En 2017, l'équipe du SIE commence à remplacer les réservoirs, à effectuer de nouveaux forages dans la nappe phréatique, à placer des conduites entre la source et les réservoirs. Elle y raccorde les foyers, installe des pompes et met en place des capacités pour le contrôle ainsi que la chloration de l'eau. Un investissement de 325000 dollars, dont la DDC a assumé en gros les deux tiers. Hormis les ménages les plus pauvres, tous les villageois et villageoises ont participé aux coûts de l'infrastructure à hauteur de 600 somonis (70 francs environ) minimum.

Organisation démocratique

La gestion de l'approvisionnement en eau s'organise de façon démocratique: une équipe de huit personnes veille au bon fonctionnement des installations et à l'encaissement des redevances. Elle est supervisée par un conseil de gestion (sept membres) qui rend des comptes à cent représentantes et re-

présentants élus par la commune. «La facturation de l'eau consommée au prix de revient est un point essentiel, fait remarquer Rahbar Homidova. Elle garantit la maintenance du système à long terme.» Environ 40% des recettes couvrent les salaires de l'équipe chargée de l'exploitation; 60% sont assignées à l'amortissement, à l'entretien et aux taxes.

Aujourd'hui, la population dispose effectivement de l'eau courante en continu, moyennant deux dollars par mois et par foyer, soit 1% du revenu moyen environ. Une somme tout à fait raisonnable, assurent de nombreuses personnes. Autrefois, il leur arrivait de déboursier jusqu'à 20 dollars par mois pour faire venir des camions-citernes. À Lakkon, Rahbar Homidova a montré qu'il était possible, en impliquant la population, de mettre en place un approvisionnement fiable, à des tarifs modérés, et même de faire des économies.

Moins d'absentéisme en classe

Depuis 2007, en étroite collaboration avec la DDC, Rahbar Homidova et son équipe ont doté quinze communes d'un système d'approvisionnement auto-géré dans la partie tadjike de la vallée de Ferghana. Aujourd'hui, 110000 habitantes et habitants en bénéficient. La population assume 20 à 40% des frais d'installation et les partenaires de développement injectent le solde, sachant que le gouvernement, lui aussi, verse généralement une petite contribution. Lors de la mise en place de telles infrastructures, écoles, hôpitaux et centres de soins sont prioritaires.

L'élevage de moutons est une source de revenus importante pour de nombreuses personnes dans la vallée de Ferghana. Cette activité contribue cependant à l'érosion des sols.

© Samuel Schlaefli



L'ACCÈS AUX TERRES ET À L'EAU, SOURCE DE CONFLITS TRANSFRONTALIERS

Le 28 avril 2021, des conflits armés éclatent à Voroukh, une enclave tadjike au Kirghizistan, au sujet du contrôle de l'accès à un point d'eau. On dénombre au moins 55 morts et 200 blessés, quelque 40 000 personnes ont pris la fuite. Depuis, les affrontements sont réguliers dans cette région frontalière. Partis début avril de Khoudjand vers la frontière kirghize, nous découvrons une zone dévastée : façades noires de suie des hôtels, casinos calcinés, bicoques en ruine barricadées, stations-services démolies, sans pompes. Des images dignes d'une région en guerre. La veille de notre traversée d'un passage frontière désert et dystopique non loin de Dostuk, un soldat tadjik de 27 ans a été tué par des inconnus. Aujourd'hui encore, près de la moitié des 970 kilomètres de frontière sont sans démarcation et restent contestés. L'accès aux terres et à l'eau est central dans ce conflit récurrent.

Le fleuve Syr-Daria alimente une centrale électrique près de la frontière entre l'Ouzbékistan et le Kirghizistan.

© Samuel Schlaefli

À quelque 50 kilomètres au nord de Lakon, Mehrobod dispose depuis 2019 d'un approvisionnement en eau potable pour sa population. Yodgoroy Dehqonova, directrice des écoles de la commune, raconte qu'autrefois les 600 élèves apportaient de l'eau dans de petites bouteilles pour que les maîtresses puissent nettoyer le tableau. L'eau courante n'était installée ni dans l'école ni dans son enceinte. Les absences dues à des diarrhées étaient fréquentes, se souvient l'enseignante.

Aujourd'hui, un réservoir de 100 litres se dresse dans la cour du vieux bâtiment, posé sur une hausse de béton et relié à un point d'eau doté de quatre robinets. Chaque matin, dès leur arrivée, les enfants se lavent les mains avec du savon. « Elles et ils sont absents moins souvent et se concentrent davantage sur l'école », se réjouit Yodgoroy Dehqonova. Le nouveau système fournit désormais de l'eau potable à 1450 foyers, à trois écoles, à un jardin d'enfants et à un dispensaire.

« Une prise de conscience est nécessaire »

Une nouvelle infrastructure ne suffit toutefois pas à améliorer les conditions de vie, selon Rahbar Homidova : « Une prise de conscience est également nécessaire. » Il y a quelques années encore, le ministère de l'Énergie et des Ressources en eau lui assurait qu'il était inutile de se laver les mains au savon.

C'est pourquoi le projet prévoit aussi des formations sur l'eau et l'hygiène, à l'intention des fonctionnaires et du corps enseignant. Pour le SIE et la DDC, l'objectif à long terme serait que le gouvernement investisse lui-même dans de telles infrastructures et dans la sensibilisation à l'hygiène et à la santé.

Malheureusement, la réforme de l'approvisionnement en eau potable se fait attendre : la bureaucratie et la corruption sont tenaces, les décisions lentes et la volonté de sortir des sentiers battus fait encore souvent défaut. Surtout, l'agriculture et la production d'électricité sont prioritaires aux yeux du gouvernement : toutes deux sont des biens d'exportation précieux. C'est surtout la population rurale, démunie, qui en fait les frais.

En soi, le Tadjikistan pourrait être un véritable château d'eau : le pays est couvert de montagnes à plus de 90 %, avec des glaciers riches en eau, d'où jaillissent plus de 900 rivières d'au moins dix kilomètres. Pourtant, cette manne ne parvient pas jusque dans la profonde vallée de Ferghana, au nord, où vit une grande partie de la population. Ici, le Tadjikistan dépend essentiellement du fleuve Syr-Daria, qui prend sa source dans le haut massif des monts Tian, à la jonction entre le Kirghizistan et l'Ouzbékistan, avant de serpenter à travers le Tadjikistan, l'Ouzbékistan et le Kazakhstan pour se jeter dans l'un des deux pans restants de la mer d'Aral.





L'Asie centrale, ce sont cinq États, indépendants depuis l'effondrement de l'Union soviétique en 1991: le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan. S'ils ont connu un développement propre, ces pays relèvent des défis comparables. Depuis trois décennies, la Suisse œuvre pour la paix, la prospérité et la cohésion sociale dans la région, et soutient des projets de développement au Kirghizistan, au Tadjikistan et en Ouzbékistan.

Malgré la sécheresse et des températures dépassant 45°C en été et -20°C en hiver, la vallée est extrêmement fertile: on y récolte du coton, des fruits, des légumes, du blé et du riz. Mis en place par des ingénieurs russes dans les années 1960 et 1970, un système ingénieux de canaux et de stations de pompage permet aujourd'hui encore d'irriguer les champs et de les voir fleurir. Depuis la chute de l'URSS en 1991, ces infrastructures ont toutefois connu le même sort que l'approvisionnement en eau potable: l'entretien a été négligé. Des guerres ont éclaté, les équipements collectifs ont été pillés, les tubes en acier, pièces détachées et outils vendus. Au Tadjikistan, il n'est pas rare de voir des conduites percées, rouillées, des pompes avariées ou des excavatrices hors d'usage, destinées au nettoyage des canalisations à l'époque soviétique.

Non loin de Khoudjand, capitale de la province de Sughd, dans la partie tadjike de la vallée de Ferghana, nous visitons la station de Dehniyoy, construite dans les années 1960. Sept pompes puissantes y redirigent les eaux du Syr-Daria, passées par le réservoir de Kairakkoum, vers des canaux d'irrigation plus en hauteur. L'ouvrage permet à des milliers d'agricultures et d'agriculteurs d'exploiter quelque 10000 hectares de terres. Chef opérateur de l'installation, Hojiboer Karimjon travaille ici depuis 1977. Âgé de 67 ans, il devait être à la retraite. Or, faute d'une relève qualifiée capable de gérer, d'entretenir et de réparer ces pompes, écluses et canaux de l'ère soviétique, il a repris du service.

Manque d'expertise

Hojiboer Karimjon appartient à une véritable armée d'ingénieurs et de techniciens expérimentés, dispersés dans toute l'Asie centrale, qui s'efforcent de maintenir ces vieilles pompes en fonction. Parfois, en vain. Il y a quatre ans, six pompes sur sept sont tombées en panne à Dehniyoy, juste au moment des récoltes. Les pertes ont touché de vastes

territoires. La situation s'est améliorée depuis que la Suisse a financé en 2019 l'installation de deux pompes neuves, plus puissantes, moins gourmandes en énergie et plus fiables.

Agricultrice, Shohista Tursynmurodova sait, pour l'avoir vécu, combien la panne d'une grosse pompe à eau peut être dramatique. Nous la rencontrons à la lisière d'un champ où pousse du blé d'hiver, en rangs serrés, dans le district de Jabbor Rasulov. Elle se souvient bien de ce 5 juin 2021, qui a marqué le début des difficultés. La sécheresse avait durci les sols. Dans les réservoirs et les rivières, le niveau d'eau était bas. C'est à ce moment-là que la pompe qui alimente le canal d'irrigation des champs alentours a cessé de fonctionner. Plus de 350 hectares étaient concernés. « En été, nous sommes entièrement dépendants de l'eau distribuée via les canaux, explique Shohista Tursynmurodova. Et la pompe a été hors d'usage pendant tout un mois. »

Par chance, l'agricultrice est directrice de l'Association d'usagers de l'eau (AUE). En vue d'une gestion commune de l'eau dans la région, l'organisation regroupe



L'agricultrice Shohista Tursynmurodova a perdu une grande partie de sa récolte en raison de la panne d'une grande pompe à eau.

© Samuel Schläefli

67 exploitations, soit 793 hectares de terres et plus de 1400 utilisatrices et utilisateurs individuels. Les AUE font partie du projet «National Water Resources Management» (voir encadré), financé par la DDC et mis en œuvre par un consortium d'ONG.

Grâce à leur savoir-faire technologique et organisationnel, des spécialistes de ce projet ont épaulé Shohista Tursynmurodova et son association pendant la crise. Ils ont analysé la nature des sols, estimé sur cette base la quantité mini-

male d'eau nécessaire pour différents types de semences et établi des plans d'irrigation. Un accord a ensuite été conclu avec les autorités, prévoyant un approvisionnement des canaux par gravité depuis un réservoir situé plus haut, à 25 kilomètres de là.

Débrouillardise

Au moment de la récolte, malgré l'appui reçu, Shohista Tursynmurodova constate qu'une partie des capsules des cotonniers n'est pas arrivée à maturité. Le coton ne peut être récolté que si les capsules ont éclaté d'elles-mêmes, laissant s'échapper l'ouate blanche. «Alors que j'avais utilisé plus d'engrais et de nouvelles techniques, j'ai perdu environ 20% de ma récolte à la suite de cette pénurie d'eau», déplore-t-elle. Lorsque nous lui demandons si elle aurait sou-

haité un soutien du gouvernement, elle rétorque: «Il y a des choses que nous comprenons mieux que lui. Nous avons l'habitude de nous débrouiller seuls.»

Dans le cadre de ce projet, Nodir Muhiddinov, de l'ONG suisse Helvetas, collabore étroitement avec les familles paysannes et les autorités. Il résume: «Jusqu'à présent, dans notre pays, on choisissait le plus souvent d'augmenter les capacités, de détourner plus d'eau des rivières ou de chercher de nouvelles nappes phréatiques. Une stratégie à court terme.» D'après lui, une gestion durable et intégrée des ressources hydriques, tenant compte des réalités hydrologiques et économiques, fait encore défaut.

Nodir Muhiddinov cite un exemple. Ces dernières années, de nombreux agriculteurs et agricultrices de la région de Khoudjand se sont mis à planter du riz en raison de son prix élevé sur le marché: «Mais le riz est bien trop gourmand en eau pour cette région. Il nous faut diversifier et adapter le choix de céréales aux ressources réelles.» Par ailleurs, la population s'accroît et le gouvernement veut développer son territoire. À quelques kilomètres de Khoudjand, une nouvelle ville, Saykhun, surgira du désert. L'eau nécessaire pour les cultures et les foyers sera puisée dans le Syr-Daria, situé cinq kilomètres plus loin, 200 mètres en contrebas.

De nouvelles pénuries d'eau seront donc inévitables, tout comme celles d'électricité. Usées et inefficaces, les pompes sont un gouffre d'énergie. Les coupures s'avèrent donc fréquentes. La plupart du temps, les stations de pompage ne sont pas en mesure de payer cette électricité, ce qui ne fait qu'alourdir les dettes du gouvernement, déjà élevées.

Riche en gaz et en minerais, pauvre en eau

Depuis Khoudjand et la partie tadjike de la vallée de Ferghana jusqu'à la frontière ouzbèke, la route très droite traverse

une steppe aride où, sur des kilomètres, on ne perçoit pas âme qui vive. Ici et là, un berger conduit son troupeau de moutons. Parfois, une bête s'égaré sur la chaussée, forçant les Trabant à ralentir en toussotant.

Une fois la frontière passée, près d'Oybek, l'état des routes s'améliore, les champs deviennent plus vastes, les véhicules plus modernes – la plupart sortent des usines d'État Chevrolet à Asaka, dans la vallée de Ferghana. Succédant à l'autoritaire Islam Karimov, Shavkat Mirziyoyev, à la tête du pays depuis 2016, a engagé des réformes auxquelles peu s'attendaient. Son gouvernement a mis fin à l'obligation de visa pour de nombreux pays, initié une réforme du secteur de l'eau, apaisé les tensions avec le Tadjikistan quant aux projets d'agrandissement de centrales hydroélectriques et signé des conventions sur le tracé des frontières.

Économiquement, le pays est en plein essor, riche en gaz, en pétrole, en or et en cuivre. Ce qui fait toutefois cruellement défaut, plus que n'importe où ailleurs, c'est l'eau. L'Ouzbékistan ne peut couvrir que 20% de ses besoins par ses propres moyens. Le reste provient des hauteurs du Kirghizistan, du Tadjikistan et de l'Afghanistan.

À l'époque de l'Union soviétique, les milliers de kilomètres de canaux creusés par des forçats ont permis de gagner des terres arables sur les arides steppes ouzbèkes. L'eau nécessaire a été puisée dans l'Amou-Daria, deuxième grande artère d'Asie centrale, qui arrose les larges plaines d'Ouzbékistan, de Samarcande jusqu'à la mer d'Aral. La culture du coton occupe 80% des surfaces agricoles. Pour un kilo de coton, l'irrigation à elle seule nécessite environ 1800 litres d'eau. Si l'on prend en compte la consommation indirecte, l'empreinte hydrique atteint même 4460 litres par kilo.

Risques pour la sécurité alimentaire

Le coton a littéralement asséché les rivières d'Ouzbékistan, dont les eaux devenues fibres blanches sont exportées dans le monde. Ainsi, à compter des années 1980, seuls 10% de la masse d'eau initiale atteignent la mer d'Aral. Autrefois quatrième plus grand lac de la planète, avec un écosystème diversifié et une industrie de pêche rentable, elle n'est plus qu'un désert de sel truffé de pesticides et d'épaves de chalutiers rongées par la rouille. Selon l'ONU, l'une des pires catastrophes écologiques de l'humanité.

Si la part du coton dans l'agriculture a été ramenée à 25% depuis, le stress hydrique reste très élevé en Ouzbékistan. Le pays fait partie de ceux dont la disponibilité en eau fraîche par habitant/habitante est la plus faible. Le changement climatique ne fait qu'aggraver la situation. Vagues de chaleur et périodes de sécheresse se prolongent, tandis que les besoins en irrigation augmentent.

Pendant ce temps, les glaciers fondent au Kirghizistan et au Tadjikistan. À court terme, les cours d'eau sont davantage alimentés, mais, à moyen et long terme, une perte de masse hydrique est inévitable. D'ici à 2050, selon les prévisions des services hydrométéorologiques ouzbèkes, elle se chiffrera entre 2 et 5% pour le Syr-Daria et entre 10 et 20% pour l'Amou-Daria. Ces déficits croissants menacent la sécurité alimentaire et le développement durable pour les 35 millions d'habitantes et habitants du pays.

Pour économiser l'eau, un levier essentiel: celui de l'agriculture, responsable de 90% de la consommation du pays. Le potentiel d'économies qu'induirait à elle seule l'amélioration des infrastructures est colossal: 77% des canaux sont à ciel ouvert, non bétonnés; quelque 40% de l'eau n'atteignent jamais les champs, s'infiltrant dans la terre des canaux ou s'évaporant en route. Là où les canaux ont été consolidés, le béton est souvent friable. On estime que 65% d'entre eux devraient être remplacés.

Deuxième problème de taille: la plupart des champs continuent à être inondés via des canaux d'irrigation, ce qui est extrêmement inefficace et néfaste pour les sols. L'eau résiduelle s'évapore; reste le sel, qui finit par s'accumuler. Le sur-



Pendant la récolte du coton en automne, des milliers de personnes travaillent dans les champs en Ouzbékistan.

© Grabka/laif

plus qui s'infiltrer fait monter le niveau des nappes phréatiques. En raison des températures élevées et de l'évaporation, la teneur en sel de cette eau est souvent forte: par le bas aussi, les sols deviennent donc de plus en plus salés. Actuellement, la salinité de plus de la moitié des sols irrigués est trop grande. À certains endroits, une pellicule blanchâtre rend l'évolution visible à l'œil nu. Pourtant, d'autres méthodes d'irrigation pourraient être utilisées.

DES VOIX FÉMININES POUR UNE RÉFORME NATIONALE DE L'EAU

Dans le cadre du « National Water Resources Management Project » (NWRMP), la DDC planche, en étroite collaboration avec le gouvernement tadjik, sur une réforme nationale de l'eau et offre ses conseils lors de l'élaboration de nouvelles lois et politiques. Ces réformes visent à faire passer l'exploitation de l'eau d'un traitement administratif, sectoriel, à une gestion intégrée des ressources sur le principe des bassins versants, une approche adoptée par la DDC dans tous les projets en lien avec l'eau en Asie centrale. Le projet a été mis en œuvre par Helvetas, ACTED, la GIZ et Sarob, un partenaire local. En 2020, cinq organisations de bassins versants ont été créées au sein du ministère de l'Énergie et des Ressources en eau. Les ONG y relaient les requêtes de la société civile pour la planification à l'échelle du pays, en particulier les voix des femmes, qui se sont constituées en Conseil dans le domaine des bassins versants. En Asie centrale, elles sont les principales victimes du manque d'eau, aussi parce que beaucoup d'hommes partent travailler en Russie et qu'elles assument souvent seules ménage et travail aux champs. Pourtant, rares sont encore les voix féminines participant aux décisions politiques relatives à la gestion de cette précieuse ressource.

Nasiba Kholmiraeva fait partie des pionnières des nouvelles méthodes d'irrigation. Elle nous reçoit non loin de Navoi, au centre de l'Ouzbékistan, à mi-chemin entre les deux villes historiques de Samarcande et de Boukhara. À la lisière d'un champ labouré, sous des mûriers, elle a installé une voile d'ombrage et une table. Âgée d'une cinquantaine d'années, elle parle avec assurance, la voix forte. À ses doigts, des bagues en or et, au poignet, une grosse montre métallique.

Championne du goutte-à-goutte

Nasiba Kholmiraeva est entrepreneuse. Elle-même ne travaille pas aux champs, mais supervise les opérations depuis ces lieux via son smartphone, qui bipe sans relâche lors de notre entretien. « Le matin, je donne des instructions à mon mari pour qu'il sache quoi faire dans la journée », dit-elle dans un grand rire. Autrefois professeure de biologie, elle s'est lancée dans la culture du coton il y a vingt ans. Ses employés ont creusé des canaux d'irrigation avant de les tapisser d'un film plastique. Placées le long du canal qui borde les champs, de petites écluses inondent les sols de manière régulière. Le surplus, ramené aux extrémités des champs via des canaux de drainage, finit par s'infiltrer ou rejoint les rivières.

« Quand j'ai commencé, nous disposions en gros de 30 % d'eau en plus, se souvient Nasiba Kholmiraeva. La situation est bien plus critique à présent. » Dans la région, elle a été l'une des premières à passer à l'irrigation au goutte-à-goutte. Il y a deux ans, elle a chargé une entreprise de poser des tuyaux sur 50 hectares. Depuis, sur une remorque, une pompe mobile se trouve près du petit réservoir d'eau ouvert, à la lisière du champ. Elle alimente les différents tuyaux et la pression constante fait sortir l'eau par des goutteurs, là où poussent les plants.

Au lieu d'inonder les champs, on apporte donc juste la quantité d'eau que le terrain peut absorber et dont les plantes

ont besoin pour croître. « Aujourd'hui, pour la même surface, le volume nécessaire a été plus que divisé par deux, relève-t-elle. Pour les sols, autrefois souvent détrempés, c'est aussi un bienfait. »

Transparence et économies grâce à une application

Avec douze autres agricultrices et agriculteurs, Nasiba Kholmiraeva a suivi des formations offertes par la DDC pour accompagner la transition vers des technologies moins gourmandes en eau. Des spécialistes en agronomie et en hydrologie lui ont expliqué les principes de l'irrigation au goutte-à-goutte, quels aspects prendre en compte lors de l'installation des pompes, des tuyaux et des goutteurs et comment évaluer la quantité d'eau nécessaire et l'adapter aux espèces cultivées. Poser l'installation ne constitue pas une mince affaire: pour un hectare de coton, il faut environ onze kilomètres de tuyaux, qui doivent être ôtés au moment de la récolte.

Ces formations font partie d'un projet plus vaste autour de la durabilité dans le secteur de l'eau, mis en œuvre par la DDC en collaboration avec le ministère des Ressources en eau ouzbek. L'équipe en charge du projet a notamment développé une application mettant à disposition, également hors périodes de for-



mation, des données importantes sur les fabricants de systèmes d'irrigation, sur des questions techniques ou sur les aides accordées par le gouvernement. Depuis 2019, ce dernier subventionne l'installation de systèmes à hauteur de 1000 dollars par hectare, soit 40% des frais environ.

Un groupe Telegram lié à l'application permet en outre aux agricultrices et agriculteurs de partager leurs expériences, de contacter directement des fabricants ou des fonctionnaires, de demander conseil à des spécialistes. Nasiba Kholmiraeva en a largement fait usage: «Voyant que les choses stagnaient, j'ai envoyé des messages aux fonctionnaires en charge du dossier. Même la nuit, je les ai appelés, jusqu'à ce que les aides soient enfin créditées sur mon compte.» Inspirés par son exemple, d'autres productrices et producteurs ont, eux aussi, posé leurs exigences avec aplomb. L'application apporte un peu de transparence dans un secteur traditionnellement flou, où les données fiables sont souvent difficiles d'accès et la corruption florissante.

Selon Nasiba Kholmiraeva, la transition s'est révélée être aussi un succès économique: «Autrefois, j'avais besoin de dix personnes pour irriguer les champs en été. Aujourd'hui, deux suffisent.» Lorsque nous lui demandons



ce que sont devenues les huit autres, elle répond qu'elles ont facilement trouvé du travail dans d'autres exploitations. Elle évoque encore des économies de diesel: le tracteur n'est quasiment plus utilisé. Les frais d'engrais aussi ont baissé depuis qu'elle le mélange directement à l'eau et le répartit de manière plus ciblée. «Ces deux dernières années, mes bénéfices ont augmenté de 30 à 40%», confie l'entrepreneuse. Un succès qui fait des émules: l'an passé, plusieurs agricultrices et agriculteurs du district ont osé la transition.

Nasiba Kholmiraeva a compris très tôt les avantages de l'irrigation au goutte-à-goutte. Elle a fait installer des tuyaux pour apporter juste la quantité d'eau que le terrain peut absorber (ci-dessous).

© Samuel Schlaefli



Le gouvernement voit grand: d'ici à 2030, 50% des surfaces agricoles doivent être exploitées au moyen de technologies permettant d'économiser l'eau, contre 6% seulement aujourd'hui. Selon Birodar Burkhonjonov, coordinateur du projet de la DDC pour une gestion durable et intégrée des ressources en eau, une vingtaine de producteurs de systèmes de micro-irrigation et cent prestataires sont apparus sur le marché ces dernières années. Actuellement, l'offre ne peut satisfaire la demande. La plupart des installations continuent à être importées.

Malgré cet engouement, c'est souvent sur le plan des connaissances que le bât

blesse encore. «L'entretien des installations est un défi de taille et, chez les agricultrices et agriculteurs, la frustration est grande lorsque les pompes tombent rapidement en panne ou que l'engrais cristallisé obstrue les goutteurs», souligne Birodar Burkhonjonov. Pour renforcer savoir et capacités, son équipe collabore étroitement avec le gouvernement. Dix-huit enseignants se préparent à former, au sein de neuf «collèges» et sur tout le territoire, des techniciennes et techniciens spécialisés dans les technologies permettant d'économiser l'eau. L'automne dernier, quatre collèges pilotes ont accueilli 46 personnes pour une formation d'un an.

Dans cette révolution encore récente du goutte-à-goutte, un rôle clé revient aux 152 bureaux de gestion, responsables de l'irrigation et répartis dans les différents districts du pays. Chargés du contrôle des nœuds du système de canaux, ils veillent à une répartition équitable entre agriculteurs et agricultrices et l'authentifient au nom des autorités, jouant ainsi le rôle d'intermédiaires entre particuliers, autorités régionales et ministères nationaux.

Dans le cadre du projet, ces bureaux se sont mués en une sorte de centre de connaissances pour des technologies

d'irrigation efficaces. Depuis peu, les productrices et producteurs du district concerné peuvent s'y renseigner, obtenir des conseils et remplir sur place leur demande de subvention.

Les bureaux collectent par ailleurs des données précieuses quant à l'allocation des ressources sur l'ensemble du territoire, principalement manuellement et à l'aide d'instruments qui, pour certains, ont plus de quarante ans. Si les canaux sont dotés de 18 000 capteurs de niveau, seuls 3 000 transmettent automatiquement les données à un système national informatisé de gestion des ressources hydriques. D'ici à 2023, tous devraient être remplacés par des capteurs automatiques.

Un cerveau pour réformer le secteur de l'eau

Toutes les données recueillies par les bureaux de districts seront à l'avenir transmises aux serveurs de l'Information Analytical Resource Center (IARC) pour y être analysées. Discrets, dans un bâtiment peu spectaculaire datant de l'époque soviétique à Tachkent, métropole de trois millions d'habitantes et habitants, ces serveurs permettent à des économistes, à des mathématiciens



Asror Sobirov est le directeur de la station de pompage ouzbèke de Yondar depuis vingt-trois ans. Celle-ci a été construite en 1982 et devrait être rénovée de toute urgence.

© Samuel Schlaefli





sols. Dans les bureaux de l'IARC, Omina Islamova et son équipe ont mis en place une sorte de cerveau numérique pour la réforme du secteur de l'eau en Ouzbékistan. « Nous avons créé, au niveau national, une institution capable de promouvoir une gestion durable et intégrée des ressources en eau, dit-elle. C'est une contribution importante pour l'avenir de l'Ouzbékistan et j'en suis fière! » ■

Un réseau de surveillance a été développé dans la région de Bukhara, grâce auquel tous les canaux et pipelines d'eau sont contrôlés. Au marché de Chorsu, dans la métropole ouzbèke de Tachkent, des marchandises de toute l'Asie centrale sont échangées.

© Samuel Schlaefli

et à des programmeurs de préparer l'avenir de la gestion de l'eau en Ouzbékistan.

« Il nous faut absolument une meilleure base de données, la numérisation est donc essentielle », commente Omina Islamova, en charge du projet pour une gestion durable de l'eau. Des mois durant, elle a négocié avec les ministères, élaboré des concepts et des budgets. En 2017, l'objectif est atteint: intégré au ministère des Ressources en eau, l'IARC voit le jour par décret présidentiel, avec le soutien financier de la Suisse.

À l'avenir, il sera possible de visualiser à tout moment où et pourquoi de l'eau est utilisée, où des pénuries s'annoncent et comment les compenser via les excédents d'autres régions. Les données des 1688 stations de pompage du pays doivent également être récoltées, ainsi que les relevés des 2300 capteurs mesurant le niveau des nappes phréatiques, aussi déterminant pour la salinité des



« LA DIFFICULTÉ RÉSIDE MOINS DANS LA QUANTITÉ D'EAU QUE DANS LE CALENDRIER DE RÉPARTITION »

Dinara Ziganshina œuvre en faveur d'une répartition équitable de l'eau entre États d'Asie centrale. Juriste, elle pose les bases des négociations, parfois épineuses.

Madame Ziganshina, vous travaillez depuis plus de vingt ans à la Commission inter-États pour la coordination de l'utilisation des ressources en eau (ICWC). Un an après l'effondrement de l'Union soviétique, cette commission a été créée par les ministres en charge de l'eau du Kazakhstan, du Tadjikistan, du Turkménistan, de l'Ouzbékistan et du Kirghizistan pour coordonner la répartition des ressources tirées des deux principaux fleuves d'Asie centrale, le Syr-Daria et l'Amou-Daria. Comment cette coopération unique a-t-elle vu le jour ?

Elle reposait essentiellement sur les liens entretenus par ces ministres. Aujourd'hui encore, les relations personnelles restent très importantes dans le domaine de la gestion de l'eau. Créer ce groupe à l'époque était un signal fort, la volonté de porter ensemble cette responsabilité pour toute une région. Au départ, ils ont agi sans mandat gouvernemental : une approche très progressiste. Cela donne aussi une idée du pouvoir décisionnel qu'avaient alors ces ministères.

Pourquoi l'ont-ils perdu ?

Après la chute de l'URSS en 1991, les ministères en charge de l'eau ont été restructurés, partagés. Leur influence comme leur budget ont diminué. Dans certains pays, l'eau ne fait même plus l'objet d'un ministère spécifique et a souvent été intégrée à un autre, comme celui de l'Environnement ou de l'Énergie. Cette réorganisation affaiblit aussi le mandat des ministres lors de négociations entre États.

Pourtant, la disponibilité de l'eau est un problème pour toute l'Asie centrale.

Oui, c'est là tout le paradoxe. On parle beaucoup de l'importance cruciale de l'eau pour l'économie, le développement et la sécurité dans la région. Mais, au niveau national, les collaboratrices et collaborateurs des ministères concernés sont souvent traités en simples subalternes. En soi, la question de l'eau devrait être abordée dans toutes les décisions clés des gouvernements. Il est urgent par ailleurs que soient instaurées des autorités aptes à mettre en œuvre, au niveau national aussi, les décisions internationales avec plus d'efficacité.

Comment s'articulent les activités de la commission ?

La commission se réunit quatre fois par an pour traiter de questions touchant à la gestion transfrontalière de l'eau. Deux fois par an, elle approuve les quotas effectifs de consommation d'eau. Elle se base ici sur les demandes des différents pays, sur les principes préalablement établis et sur la situation hydrologique du moment.

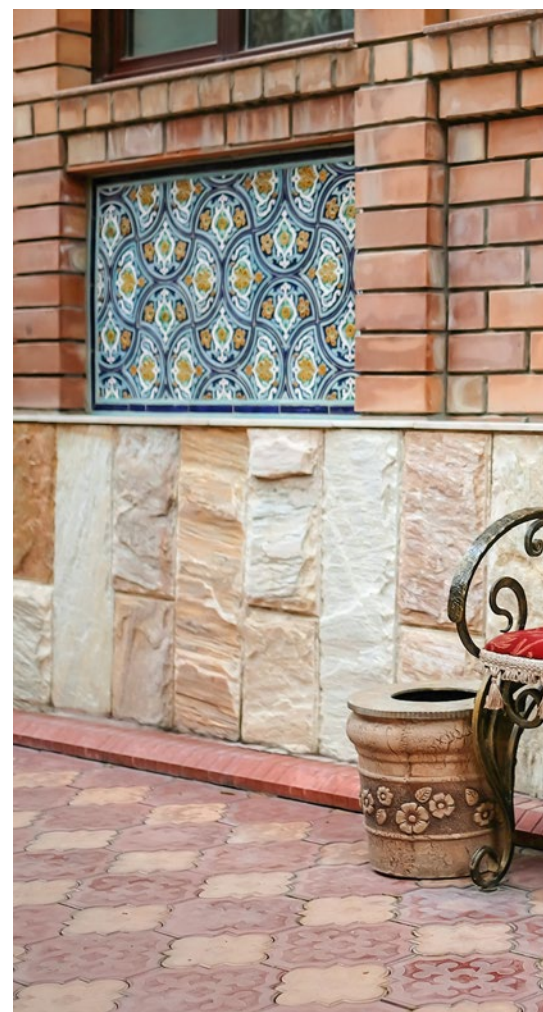
Quel est le principal critère de répartition des ressources hydriques ?

La surface agricole disponible potentiellement irrigable : un critère hérité de l'époque soviétique. C'est une des raisons pour lesquelles des pays en amont des fleuves, comme le Kirghizistan ou le Tadjikistan, qui possèdent en comparaison peu de terres agricoles, remettent en question cette répartition depuis longtemps. Pour eux, l'eau serait surtout utile pour la production d'élec-

tricité via des barrages ou des centrales hydroélectriques.

Y a-t-il des périodes plus critiques pour la répartition ?

La majorité des problèmes survient lors des mois d'été, en période d'irrigation. Tout dépend de la production d'électricité par les barrages en amont, d'où des fluctuations parfois colossales. Selon le moment de la journée, le débit peut varier de plusieurs mètres cubes par se-



conde. Pour les agricultrices et agriculteurs ainsi que les écosystèmes, de telles incertitudes sont fort dommageables. Ainsi, la difficulté réside moins dans la quantité globale d'eau que dans le calendrier de sa répartition. Autre défi: les prévisions quant à la disponibilité des ressources, trop imprécises.

D'où vient cette imprécision ?

Selon les stations hydrométéorologiques nationales, elle serait due aux instruments de mesure. Pourtant, ces dernières années, la Banque mondiale et d'autres agences de développement ont énormément investi dans ces instruments. Nous en attendions beaucoup. Pour le moment, la qualité des prévisions ne s'est pas améliorée. Un deuxième point important pour une organisation régionale comme la nôtre est le libre accès aux données hydrologiques nationales. Or, cet accès est en-

travé par la commercialisation de ces données, encouragée par les partenaires de développement.

Comment gérer ces difficultés ?

Nous disposons d'un certain nombre de données grâce à des réseaux internationaux et à nos partenaires dans les différents pays. Nous avons aussi de plus en plus souvent recours aux satellites, par exemple pour surveiller la disparition de la mer d'Aral. Toutefois, ces données aussi devraient être corroborées par des mesures sur le terrain. Ce n'est malheureusement pas toujours faisable.

Selon les prévisions climatiques actuelles, les ressources en eau devraient marquer un net recul en Asie centrale.

Les États collaboreront-ils davantage ?

Il faut le souhaiter. Malheureusement, nous constatons souvent – et cela ne

vaut pas que pour l'Asie centrale – que les choses ne changent qu'une fois la crise imminente. Lors de l'effondrement de l'URSS, les ministères en charge de l'eau ont renforcé leurs liens et créé la commission inter-États. Même dans les années d'extrême pénurie, un certain rapprochement était sensible. Il n'était néanmoins pas motivé par des prévisions. ■



DINARA ZIGANSHINA est directrice suppléante du Centre d'information scientifique de la Commission inter-États pour la coordination de l'utilisation des ressources en eau de l'Asie centrale. Juriste, elle offre à cette commission ses compétences juridiques et scientifiques dans les négociations internationales. Le Kazakhstan, le Tadjikistan, le Turkménistan, l'Ouzbékistan et le Kirghizistan sont membres de la commission. À la suite de dissensions, le Kirghizistan a suspendu sa participation en 2016.

« MON AVENIR, JE LE VOIS DANS LE SECTEUR DE L'EAU »

Il y a quatre ans, en Ouzbékistan, la rénovation complète de la station de pompage d'eau potable Beshbulok a créé des emplois pour une nouvelle génération de spécialistes qualifiés.



© Samuel Schläefli

LES JEUNES ONT LEUR MOT À DIRE

Alors qu'il sillonnait l'Ouzbékistan pendant ses études, Umidkhon Usbekov était effrayé par l'état des infrastructures hydriques. « À ce moment-là, j'ai su que je voulais contribuer à une meilleure gestion des ressources dans mon pays. » À l'Université de Tachkent, il rédige actuellement un doctorat sur les modèles hydrologiques et monte une start-up destinée à aider les agricultrices et agriculteurs à économiser l'eau. Depuis 2020, il est aussi coordinateur régional du réseau Central Asian Youth for Water, fort de 600 membres dans toute l'Asie centrale. « Les ministères concernés nous écoutent davantage, mais les jeunes ne sont toujours pas associés aux processus décisionnels », regrette Umidkhon Usbekov. Le réseau organise régulièrement des rencontres avec des spécialistes régionaux et internationaux, met en contact les étudiantes et étudiants via des séminaires en ligne et organise des concours d'idées. « Nos membres ont reçu des formations solides. Elles et ils sauront enrichir les réformes de ce secteur par de nouvelles approches et techniques. » Depuis sa création, le réseau est cofinancé par la DDC.

(sch) Dans la salle de contrôle de la station de pompage Beshbulok à Goulistan, Temur Adurakhmanov nous montre le pilotage à distance des quatre pompes vertes de la salle adjacente, les yeux brillants. Pression, consommation d'électricité, température sont contrôlées de manière automatique et affichées synoptiquement. Grâce aux pompes, 110 000 m³ d'eau sont acheminés quotidiennement depuis 28 sources d'eau souterraine à 200-250 mètres de profondeur. Plus de 100 000 personnes sont ainsi approvisionnées à Goulistan, capitale de la province Syr-Daria dans l'est de l'Ouzbékistan, et dans dix villages voisins.

La station date des années 1980. Rouillées, les conduites fuyaient, les coupures étaient fréquentes et l'eau polluée par des métaux. En raison du coût élevé de l'électricité, l'exploitation n'était pas rentable. Entre 2016 et 2018, la station a été entièrement rénovée par l'entreprise suisse Fela et dotée d'une technologie dernier cri. « Aujourd'hui, c'est l'une des plus modernes d'Asie centrale, lance fièrement Temur Adurakhmanov. Un système entièrement automatisé, qui consomme bien moins d'énergie. »

Dans le cadre de ce projet, Temur Adurakhmanov (32 ans) faisait partie d'un groupe de 20 personnes formées par des

ingénieurs de Fela pour exploiter l'installation. Il s'est ensuite inscrit à l'Université de Tachkent, la capitale ouzbèke, pour suivre une formation d'ingénieur process. « Mon avenir, je le vois dans le secteur de l'eau », affirme-t-il.

Renforcer les infrastructures

Beshbulok fait partie d'un engagement plus large du Secrétariat d'État à l'économie (SECO) dans le bassin versant hydrologique du fleuve Syr-Daria. Deux autres stations d'approvisionnement, à Samarcande et à Boukhara, ont été en partie rénovées et leur exploitation accompagnée par des experts.

Le SECO collabore depuis plus de vingt ans avec la Banque mondiale et les autorités ouzbèkes pour améliorer l'infrastructure de distribution d'eau potable. De concert avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, il investit par ailleurs dans les domaines de l'approvisionnement en eau potable et du traitement des eaux usées au Tadjikistan et au Kirghizistan. ■

Temur Adurakhmanov dans la salle de contrôle de la nouvelle station de pompage à Goulistan.

© Samuel Schläefli



FAITS ET CHIFFRES

90%

C'est l'apport en eaux fluviales des deux plus grands fleuves d'Asie centrale, l'**Amou-Daria** et le **Syr-Daria**, dans la région. Près de 80 % de la population vit dans leur bassin versant, qui couvre 37 % du territoire.

100 000 km²

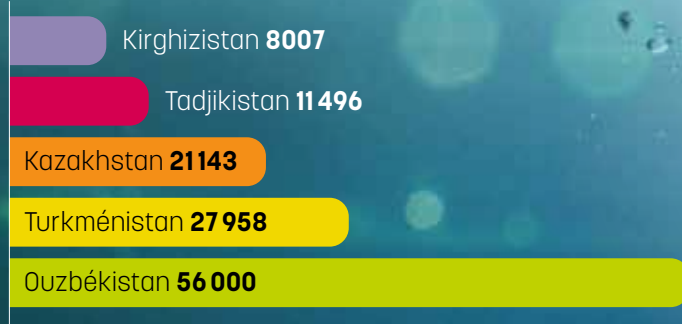
Telle est la surface globale nécessitant une irrigation artificielle dans les cinq pays d'Asie centrale que sont le **Kazakhstan**, le **Kirghizistan**, le **Tadjikistan**, le **Turkménistan** et l'**Ouzbékistan**. Cette superficie correspond à plus du double de celle de la Suisse. Comparée à d'autres secteurs, l'agriculture est de loin la plus gourmande en eau.

5-10%

Telle est la maigre utilisation par le **Tadjikistan** et le **Kirghizistan** de leur énorme potentiel hydroélectrique, alors que tous deux tirent déjà plus de 90 % de leur électricité de l'énergie hydraulique.

Consommation totale d'eau

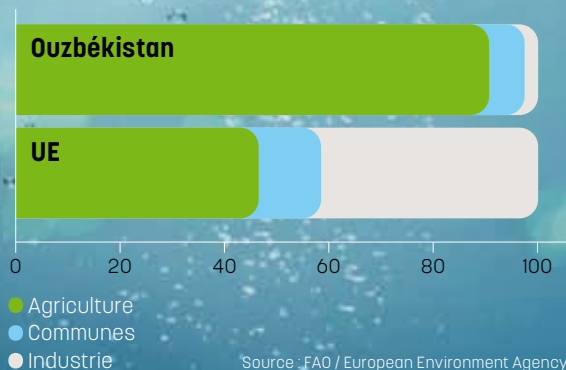
(en millions de m³ par année)



Source : FAO / European Environment Agency

Consommation d'eau par secteur

(en % de la consommation totale)



Engagement en faveur de l'eau

Depuis 2014, la Suisse joue un rôle de médiatrice entre le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan dans le cadre du projet « Blue Peace Central Asia ». L'objectif : **une utilisation équitable et durable de l'eau en Asie centrale**. Une plateforme de dialogue de haut niveau a été mise en place à cet effet. En outre, la Suisse s'engage depuis 2009 avec la Banque mondiale, l'Union européenne et le Royaume-Uni dans le « Central Asia Water and Energy Program ». Le but est d'améliorer l'approvisionnement en énergie et en eau au niveau régional. Les principaux piliers de cette initiative sont les suivants : **des données et des analyses, des institutions fortes ainsi qu'un dialogue ouvert**.

www.bluepeace-centralasia.ch

Crise climatique

En Asie centrale, la population subit déjà de plein fouet les conséquences de la crise climatique. D'après une étude menée par le Fonds monétaire international, ses trois principales manifestations n'ont fait que s'aggraver depuis les années 1990 : **la hausse des températures est plus forte** que la moyenne mondiale, les **maigres précipitations** sont de plus en plus imprévisibles et les catastrophes climatiques telles que **sécheresses ou inondations sont plus fréquentes**.

www.imf.org
(recherche : Feeling the Heat)



ÉTUDIER ENVERS ET CONTRE TOUT

Le Soudan du Sud est riche en ressources : il possède de vastes gisements de pétrole et des terres fertiles. Mais sa population souffre de pauvreté, le plus jeune État africain étant ravagé par les combats depuis des décennies. Malgré tout, des étudiantes et étudiants veulent faire évoluer leur pays.

Texte : Bettina Rühl

Pour Sally Riek, dormir sous tente n'est pas synonyme d'aventure ou de romantisme. En raison de la situation sécuritaire dans son pays, la jeune femme de 23 ans vit dans un camp près de Juba, la capitale du Soudan du Sud. Ce dernier compte quelque deux millions de déplacés internes et 2,3 millions de personnes réfugiées dans les États voisins.

Dans le camp où vit Sally Riek, les tentes sont alignées en longues rangées. Ici et là, des arbres font un peu d'ombre. Les enfants gambadent dans les étroites allées. On entend les gens qui bavardent ou se disputent. C'est dans cet environnement agité que Sally tente de poursuivre ses études en gestion publique. Elle a achevé son cinquième semestre à l'Université de Juba et compte obtenir son diplôme en octobre 2023.

Mais cela dépendra surtout des groupes armés actifs au Soudan du Sud. «La situation politique est imprévisible», dit-elle, abattue. Les jeunes sont tributaires de l'évolution politique pour le succès de leurs études, confirment Chiok Diang, 29 ans, inscrit en sciences économiques à Juba, et Santino Mario, 39 ans, qui a opté pour les sciences économiques et administratives.

Les combats peuvent reprendre à tout moment

Malgré l'accord de paix conclu en 2018, les combats peuvent reprendre à tout moment entre le gouvernement et l'opposition armée. Ces dernières années, les tensions entre le président Salva Kiir et le vice-président Riek Machar entraînent régulièrement des vagues de violence ethnique. L'histoire récente donne quelques clés pour comprendre la situation.

À la naissance de Sally Riek, en 1999, la guerre fait rage depuis longtemps. Le conflit a débuté en 1983, l'année où est né Santino Mario. Riche en pétrole, la région fait alors partie du Soudan. Les rebelles de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS) lancent la lutte pour l'indépendance. Au fil des années,

les sécessionnistes se séparent pour former deux groupes : l'APLS-Torit est dominée par l'ethnie Dinka et l'APLS-Nasir par les Nuer. Les dissensions internes entraînent de nouvelles scissions et une guerre civile éclate entre les factions. Les luttes de pouvoir au sein du mouvement des rebelles sud-soudanais feront énormément de morts, de blessés et de déplacés parmi la population civile. De plus, elles sont en partie responsables des famines à répétition.

Les rebelles obtiendront finalement l'indépendance : en 2011, après un référendum, le Soudan du Sud devient un État à part entière. Le Dinka Salva Kiir devient président et le Nuer Riek Machar vice-président. Les atrocités de la guerre que les rebelles ethniques s'étaient infligées les uns aux autres devaient appartenir à l'histoire et, si possible, ne plus être évoquées. Il n'est pas question d'un travail de mémoire, de poursuites pénales, de réparations ou de processus de réconciliation.

Mais la paix ne durera pas longtemps. En 2013, une prétendue tentative de coup d'État du vice-président Riek Machar déclenche de nouveaux combats. Dès le début, la violence est ethnicisée : les civils sont persécutés et massacrés sur la seule base de leur appartenance eth-

Un camp de personnes réfugiées à Juba. Au Soudan du Sud, plus de deux millions d'individus fuient les violences perpétrées dans leurs villages et leurs villes.

© George Philipos/Polaris/laif

nique, et les femmes subissent des viols de masse. En 2018, un accord de paix apporte un calme relatif qui permettra la formation d'un gouvernement de transition en 2020. Salva Kiir reste président, tandis que Riek Machar devient le premier des cinq vice-présidents. Mais, malgré le cessez-le-feu de 2018, des violences continuent d'éclater localement.

Peur incessante

«Aujourd'hui, je peux sortir du camp sans être immédiatement agressée», dit Sally Riek. Mais elle ne se sent pas en sécurité: «J'ai toujours peur. C'est psychologiquement difficile d'étudier dans ces conditions.» Elle est pourtant revenue au Soudan du Sud pour ses études. En 2013, au début de la guerre civile, elle avait fui en Ouganda où elle fréquentait une école de l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). En 2020,

après avoir obtenu son baccalauréat, elle retourne au Soudan du Sud pour poursuivre ses études. Elle craint toujours la violence dans son pays: «Mais en Ouganda, je n'aurais pas pu me payer l'université.»

Depuis, elle réprime sa peur du mieux qu'elle peut et fait tout pour obtenir son diplôme. Car la jeune femme veut changer les conditions dans son pays. «Nous avons de bonnes lois, dit-elle, mais leur application est une catastrophe.» Le gouvernement et l'administration sont gangrenés par la corruption et le népotisme. L'utilisation abusive des richesses entraîne une pauvreté généralisée. Sally Riek est ainsi logée et nourrie dans le camp, ses frais d'inscription à l'université sont pris en charge par le gouvernement parce qu'elle vient d'un des États producteurs de pétrole. Mais elle n'a pas assez d'argent pour se procurer une connexion suffisante à Internet.

«Viols de masse»

Santino Mario ne peut s'offrir ni accès à Internet ni ordinateur. C'est grâce à l'hospitalité d'une famille qu'il peut se loger à Juba. Il n'a pas pu commencer ses études plus tôt à cause de la guerre. «Je suis encore jeune. J'ai encore le temps de réaliser mon rêve et d'étudier les sciences économiques et administratives», confie-t-il.

Comme la vie à Juba est particulièrement chère, sa femme vit avec leurs cinq enfants à Bahr el Ghazal, à 800 kilomètres de la capitale. Elle a quatre ans de moins que lui et étudie les sciences économiques à l'université de cette ville.

Chiok Diang suit, lui aussi, des études en économie. Comme Sally Riek, le jeune homme a longtemps vécu dans un camp de réfugiés où il a commencé à étudier. Depuis peu, il vit chez un camarade sans payer de loyer. «C'est un grand soulagement», soupire Chiok Diang. Semestre après semestre, il doit trouver un nouveau soutien pour financer ses taxes d'études. Actuellement,



Les femmes subissent des viols de masse à chaque nouvelle crise entre le gouvernement et l'opposition.

© Heathcliff O'Malley/Telegraph/Camera Press/laif

c'est l'un de ses oncles qui le parraine. Quand tout va bien, Chiok Diang a assez d'argent pour se nourrir et se connecter à Internet.

Tous trois ont vécu des situations très difficiles pendant la guerre, échappant de peu à la mort. Pour les femmes, la situation au Soudan du Sud reste particulièrement grave, souligne Sally Riek: «À chaque nouvelle crise entre le gouvernement et l'opposition, les femmes subissent des viols de masse.» Un constat confirmé par le rapport de la Commission de l'ONU sur les droits de l'homme au Soudan du Sud datant de mars 2022: «Les viols sont commis par

VIOLENCES SEXUELLES ENDÉMIQUES AU SOUDAN DU SUD

Dans son rapport de mars 2022, la Commission des Nations Unies sur les droits de l'homme au Soudan du Sud dénonce une situation «terrible» pour les femmes et les filles. Les viols seraient commis par tous les groupes armés sur l'ensemble du territoire, souvent dans le cadre d'opérations de guerre. L'ONU est convaincue que le gouvernement et les chefs militaires sont responsables de ces crimes puisqu'ils ne les empêchent pas et qu'ils n'en poursuivent pas les auteurs. «Il est révoltant et totalement inacceptable que le corps des femmes soit systématiquement utilisé comme butin de guerre», a déclaré Yasmin Sooka, présidente de la commission. Selon elle, les autorités auraient dû prendre des mesures concrètes depuis longtemps. De plus, «les hommes sud-soudanais doivent cesser de considérer le corps des femmes comme un «territoire» à posséder, à contrôler et à exploiter».



LE SOUDAN DU SUD EN BREF

Nom

République du Soudan du Sud

Capitale

Juba

Population

11,5 millions

Les principaux groupes ethniques sont les Dinka (35-40 %) et les Nuer (15 %).

Quelque 62 % des personnes ont moins de 24 ans. L'âge moyen est de 18,6 ans pour une croissance démographique de 5 %. Environ 20 % des personnes habitent en ville, tandis que 80 % vivent à la campagne du produit de leurs champs ou de l'élevage. L'ONU estime que deux tiers de la population dépendent de l'aide humanitaire, à savoir plus de huit millions de personnes, et 600 000 de plus qu'en 2021.

Religions

Chrétiens : 60,5 %

Musulmans : 6,2 %

Religions africaines : 33,3 %

Alphabétisation

Quelque 34,5 % des plus de 15 ans savent lire et écrire.

Chômage des jeunes

(chiffres officiels)

Environ 40 % des 15-24 ans n'ont pas d'emploi.



tous les groupes armés sur l'ensemble du territoire, souvent dans le cadre d'opérations militaires.»

La violence est une réalité quotidienne au Soudan du Sud, relève Sally Riek: «Beaucoup de femmes sont en état de choc et ont des réactions incompréhensibles du fait de leur souffrance psychologique.» Mais les hommes sont également nombreux à être gravement traumatisés. L'aide psychologique est rare et les personnes restent seules avec leur détresse. Santino Mario et Chiok Diang estiment toutefois que la situation peut s'améliorer s'il y a davantage de jeunes qualifiés, et surtout si la paix se maintient.

La stabilité est une condition essentielle du développement économique. Mais, même si la paix s'installe, les choses doivent changer, commente Santino

Mario: «C'est la mauvaise gestion qui est la cause de la crise économique et du sous-développement du Soudan du Sud.» Sally Riek se montre plus réservée: «Je ne suis pas optimiste. Mais j'espère que notre vie deviendra plus sûre et que la situation économique s'améliorera.» ■

* *Journaliste indépendante basée à Nairobi, Bettina Rühl réalise des reportages en Afrique depuis près de trente ans.*

Sur le terrain avec ...

LYDIA MINAGANO KAPE

CHARGÉE DES PROGRAMMES PAIX ET QUESTIONS POLITIQUES AU BUREAU DE LA DDC À JUBA

Propos recueillis par Zélie Schaller

Je vis et travaille à Juba. La capitale du Soudan du Sud, traversée par le Nil blanc, offre des vues extraordinaires sur le fleuve. Le long des rives, se succèdent des hôtels et des espaces tranquilles où se prélasser. Au centre-ville, les gens aiment se détendre autour d'un thé – une véritable institution ici. Situés aux abords des routes ou sous les arbres, les salons de thé ouvrent généralement le matin. Ils peuvent rester ouverts jusqu'à minuit dans les zones animées et sé-



curisées. On y sert du thé d'hibiscus, communément appelé *karkadé*, et du thé noir, de même que du café, connu sous les noms de *jabana* ou *buon*. Ces salons rassemblent des personnes de différents horizons. Ce sont des espaces communautaires où se distraire après une longue journée de travail. Ils revêtent également une importance pour l'économie, ces petites entreprises étant tenues par des femmes.

Tôt le matin, lorsque je me rends au travail, les rues sont déjà bondées. Mon trajet en voiture dure quinze à vingt minutes selon le trafic. Je travaille au sein de la division Paix et Droits humains, au bureau de la DDC à Juba. À peine arrivée sur place, je consulte mes e-mails pour

vérifier s'il y a de potentielles urgences à traiter. Puis je m'attelle à mes tâches qui incluent notamment la rédaction de propositions de crédit ainsi que la révision des rapports et des projets établis par nos partenaires. Réunions et événements avec de nouveaux interlocuteurs et interlocutrices remplissent aussi mes journées. Mon objectif, à travers toutes ces activités, reste le même : favoriser le dialogue et soutenir les actrices et acteurs engagés dans la mise en œuvre de l'accord de paix au Soudan du Sud, signé en septembre 2018.

Deux ans après son indépendance du Soudan en 2011, le pays a été ravagé par une guerre civile. Entre 2013 et 2018, le conflit a fait près de 400 000 victimes et quatre millions de personnes déplacées. Depuis, le plus jeune État du monde est en proie à des violences et à une instabilité chronique.

La division Paix et Droits humains n'est pas directement impliquée dans la résolution des conflits, mais travaille avec divers partenaires contribuant à la mise en œuvre de l'accord de paix. Elle soutient des associations communautaires telles que la South Sudan Women Coalition for Peace and Development. Cette coalition de plus de cent organisations féminines a permis l'inclusion de femmes dans le processus de paix ainsi que dans l'accord et son application qui s'en sont suivis.

Nous aidons, de plus, le Conseil des Églises du Soudan du Sud (SSCC) à faciliter les échanges avec les différentes parties prenantes et ce à tous les niveaux. L'an passé, par exemple, le SSCC, en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le développement et la DDC, a favorisé le dialogue entre les

Toposa et les Buya, deux communautés partageant une frontière, à l'intérieur du pays, et ayant des moyens de subsistance similaires. Des vols de bétail et des embuscades sur les routes ont dégénéré en de graves attaques de vengeance, causant la perte de vies humaines et une grande insécurité dans l'État d'Équatoria-Oriental. Pour désamorcer les tensions, une plateforme de réconciliation a été mise sur pied : les gens ont ainsi pu s'exprimer librement, s'excuser et se pardonner mutuellement. ■

COMBATTRE LA FAIM

Le Soudan du Sud est un pays prioritaire de la DDC depuis son indépendance en juillet 2011. Outre la promotion de la paix et des droits humains, la Suisse contribue, dans ce pays, à renforcer la sécurité alimentaire. Celle-ci est mise à mal par les conflits et les violences, la hausse du prix des denrées alimentaires de base, les contraintes logistiques ainsi que les changements climatiques. La DDC entend garantir aux populations les plus vulnérables un accès sûr à la nourriture et aider les productrices et producteurs à subvenir à leurs propres besoins. Elle soutient des projets du Programme alimentaire mondial et du Comité international de la Croix-Rouge, ainsi que de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Cette dernière a, par exemple, mis en place des potagers urbains à Juba et dans ses environs pour lutter contre la malnutrition et accroître la résilience des communautés défavorisées.

Voix du Soudan du Sud

LA MARCHÉ VERS L'ÉMANCIPATION

L'Église est présente partout au Soudan du Sud. Mon travail au Conseil des Églises du Soudan du Sud (SSCC) consiste à renforcer la position des femmes dans les trois grandes régions que sont l'Équatoria, le Bahr el-Ghazal et le Nil Supérieur.

Pourquoi les femmes? Au Soudan du Sud, elles ont toujours été en première ligne en matière de questions sociétales. Elles constituent le pivot de la famille et en assument toutes les charges, comme les soins aux malades ou les tâches ménagères. Le Soudan du Sud a déjà subi

plusieurs guerres au cours desquelles les femmes ont souffert et énormément perdu: époux, enfants, parents et même leur pays, car beaucoup ont dû fuir pour se mettre en sécurité.

Aujourd'hui encore, les femmes assument leurs tâches traditionnelles, mais en exécutent de nouvelles. Elles cultivent la terre et gèrent de petits commerces pour soutenir leurs familles et payer les frais de scolarité de leurs enfants. Comme de nombreuses autres femmes, j'ai fui les combats et fréquenté l'école ainsi que l'université dans l'un des pays voisins. Désormais, beaucoup reviennent et travaillent en tant que collaboratrices de l'ONU et d'ONG ou encore comme enseignantes ou professeurs dans les universités du pays.

Bien qu'elles apportent une contribution importante, les femmes ne sont toujours pas pleinement reconnues par la société. Elles restent opprimées par les hommes, car le système patriarcal encourage les pratiques culturelles misogynes. Les filles sont mariées très tôt. Les femmes sont considérées comme des biens sans droits propres. Ni les filles ni les femmes n'ont accès à l'éducation: 92% des femmes au Soudan du Sud sont encore analphabètes.

Les violences sexuelles et sexistes ainsi que toutes les autres formes de violence à l'encontre des femmes et des filles sont en augmentation. La violence au niveau local rend la vie des femmes très difficile. Par exemple, pendant le conflit du comté de Tambura en août 2021, une jeune fille de treize ans a été violée à plusieurs reprises et tuée par la suite. Or, les viols et les meurtres de femmes ne se limitent pas à une région particulière, mais sont répandus dans tout le pays. Nous avons toutefois déjà fait du chemin. Pour pouvoir mener des activités

de promotion de la paix dans l'ensemble du pays, le département des femmes du SSCC a créé et formé le Women Link Group, le Women Peace Committee et les Comités Inter-Églises (ICC).

Tous les deuxièmes samedis du mois, des groupes de femmes se réunissent pour prier et jeûner. Ces personnes s'engagent pour la paix, le pardon, la réconciliation et la coexistence pacifique des habitantes et habitants du Soudan du Sud. Pendant la pandémie, elles ont informé en détail la population sur le Covid-19 à l'église et lors de visites à domicile. Elles rendent visite aux malades dans les hôpitaux ainsi qu'aux femmes en prison pour prier avec elles et leur insuffler du courage.

Ces groupes de femmes ont également pris part au processus de paix qui a abouti à l'accord de paix en septembre 2018. Ils participent en outre à la mise en œuvre de l'accord, par exemple à l'élaboration d'une Constitution permanente.

Le SSCC s'engage à travers tout le pays pour la paix, la guérison, la justice, le pardon et la réconciliation. Un accent particulier est, du reste, mis sur le travail en faveur des femmes. Lequel est essentiel pour la construction et la reconstruction du Soudan du Sud, le plus jeune État du monde. ■



JACKCILIA SALATHIEL EBERE est la coordinatrice nationale pour les femmes au sein du Conseil des Églises du Soudan du Sud (SSCC), dont le siège se trouve à Juba. Le SSCC regroupe dix Églises du pays. Sur la base du Plan d'action pour la paix, le SSCC et le Comité Inter-Églises promeuvent au niveaux local et régional le dialogue, la réconciliation, le plaidoyer ainsi que le développement des connaissances et des compétences.



RENFORCER LA RÉSILIENCE DES FAMILLES VULNÉRABLES

En Bolivie, une large frange de la population travaille dans le secteur informel de l'économie. Elle n'a pas ou peu accès à des assurances d'invalidité ou de santé. Un moindre pépin peut dès lors faire basculer ces personnes dans la précarité. Pour remédier à cette situation, la DDC a incité le secteur privé à développer des produits d'assurance inclusive et agricole abordables.

Texte: Zélie Schaller

«Travaillant souvent en hauteur, nous sommes particulièrement exposés aux accidents. Nous subissons également des coups et des coupures avec les outils que nous employons. Dans les médias, nous avons entendu qu'une assurance garantissait les moyens de subsistance des enfants orphelins, dont les parents maçons sont décédés sur un chantier.» Sonia Quispe Ventura est membre de l'Association des femmes maçonnes de Bolivie. Via la télévision, elle a pris conscience de l'importance et des avantages d'une assurance vie et accident.

Dans son pays, la culture de l'assurance se révèle très faible: le secteur ne représente que 1,5% du produit intérieur brut, contre plus de 3% en moyenne dans les autres pays de l'Amérique latine. Avec de lourdes conséquences sur l'économie. Un accident, une maladie, une disparition ou encore une catastrophe renforce la précarité des familles. Or, le taux de pauvreté en Bolivie s'avère déjà élevé:

il touche plus d'un tiers de la population (34,6%). Une situation qui s'est aggravée avec la crise du Covid-19, d'autant que l'emploi informel, par définition vulnérable, constitue une part importante de l'économie (69%). Sans compter le réchauffement planétaire qui met à mal les cultures et par là même la sécurité alimentaire.

Solvabilité restreinte

Pour diminuer les pertes de revenus liées aux aléas climatiques, aux problèmes de santé, aux accidents ou aux catastrophes et ainsi réduire la pauvreté, la DDC a incité le secteur privé à développer des produits d'assurance inclusive et agricole. Le projet est mis en œuvre par la fondation Profin: cette organisation à but non lucratif, qui travaille depuis plus de vingt ans en Bolivie, promeut l'inclusion financière.

L'assurance inclusive s'adresse aux populations exclues des circuits financiers traditionnels, car considérées à risque au vu de leur solvabilité restreinte. Pour les personnes à faible revenu, le projet a développé 20 produits, couvrant les risques de décès et les accidents, mais aussi les soins médicaux et hospitaliers par exemple. «Le coût annuel des primes varie entre 10 à 480 bolivianos

(entre 1,4 et 65,4 francs) selon la couverture», précise José Luis Pereira Ossio, chargé de programme au bureau de la DDC en Bolivie.

Ateliers de sensibilisation

Une option est destinée aux femmes: «Elle comprend la prise en charge, chaque année, de deux consultations gynécologiques, d'un test Pap [examen qui permet le dépistage du cancer du col utérin, ndlr] et d'un entretien pour l'interprétation des résultats», détaille José Luis Pereira Ossio.

À l'intention des femmes également, mais aussi des jeunes et des enfants, des ateliers d'éducation financière et de sensibilisation aux questions d'assurance ont été mis sur pied. Les thèmes abordés, lors de ces formations, sont les suivants: le crédit, l'épargne, la budgétisation et l'assurance. Concernant cette dernière, son fonctionnement et d'autres notions de base, telles que la police, la prime, l'indemnité ou la valeur assurée, sont expliqués.

Pour l'ensemble de la population, un programme virtuel, enseignant également les bases de l'assurance, a été conçu. De plus, des campagnes de communication ont été lancées sur les

Lors d'un atelier, une spécialiste en assurance sensibilise les villageoises et villageois à des thèmes tels que les crédits, l'épargne ou la budgétisation.

© DDC

réseaux sociaux et les médias traditionnels ou encore dans les transports publics. «Les gens doivent comprendre qu'une assurance peut aider à protéger leur vie, leur santé, leur famille et leur source de travail», relève José Luis Pereira Ossio. Un message qui a convaincu Sonia Quispe Ventura, citée plus haut, mais aussi Yanette Marisol Durán Chipana.

Gros travail de persuasion

Les larmes aux yeux, cette mère de famille confie avoir dû déboursier beaucoup d'argent pour ses parents, aujourd'hui décédés: «Les petites économies qu'on avait, on les a toutes dépensées, toutes. Notre situation financière était vraiment mauvaise et nous avons mal au cœur aussi, parce que nous étions blessés par tout ce qui s'était passé. Mais l'assurance nous a énormément aidés. Elle nous a sauvés.» Comme Yanette Marisol Durán Chipana, quelque 53000 personnes ont souscrit une assurance vie depuis le début du projet, en 2017. Un nombre qui devrait sensiblement augmenter, car une réglementation spécifique à l'assurance inclusive sera publiée cette année.

Mais comment avoir persuadé les compagnies d'assurance de proposer des

prestations accessibles aux populations à faible revenu? «Différents événements ont été organisés pour démontrer aux responsables l'importance et le potentiel de tels produits. L'intérêt a augmenté et nous avons travaillé main dans la main à l'élaboration de ces derniers, répond José Luis Pereira Ossio. Nous avons aussi accompagné les entreprises dans leurs actions de communication pour les cibler sur le changement social et le développement.»

Autre but du projet: garantir la sécurité alimentaire des familles. Ainsi, des assurances ont été mises en place dans le secteur de l'agriculture. Une assurance bétail pour les bovins laitiers est proposée. Elle remplace jusqu'à 80% de la valeur commerciale de l'animal en cas de décès. D'autres assurances concernent les cultures de soja et de blé, durement affectées par le réchauffement climatique. Elles couvrent les dégâts engendrés par les inondations et la sécheresse. Avec une dimension technologique: une fois la parcelle assurée, l'évolution de la culture est suivie, tous les dix jours, par satellite pour identifier toute anomalie. L'indemnisation a lieu dès que le bilan hydrique est inférieur ou supérieur à celui que l'assurance a préalablement établi. Grâce au projet, 10000 hectares de cultures sont assurés. Soit plus de 14000 terrains de football! ■

COUVERTURE LIÉE AU COVID-19

Lors de la pandémie de coronavirus, la fondation bolivienne Profin est parvenue à négocier avec une compagnie d'assurances la couverture des décès liés au Covid-19 - une première. Cette prestation est désormais incluse dans l'assurance vie contractée par les personnes à faible revenu. Quelque 10 000 personnes ont souscrit une telle police. D'autres assurances ont ensuite également proposé un tel produit. D'autre part, Profin, toujours dans le cadre de projets d'inclusion financière lancés par la DDC, a mis en place avec les banques le «microfactoring». Pour expliquer le fonctionnement de ce produit financier, un exemple: une petite agricultrice remet une facture à la banque, laquelle avance le montant dû, moins une petite commission, à la cliente, lui fournissant ainsi immédiatement des liquidités. Le «microfactoring» s'est révélé être un outil efficace pendant la pandémie: il a permis aux petites exploitations agricoles de surmonter les pénuries de liquidités et de garantir notamment les salaires du personnel.



Des cours de formation agricole sont également proposés, ici sur la culture du blé.

© DDC



COMBATTRE LE PALUDISME DEPUIS GENÈVE

La Cité de Calvin est considérée comme la capitale mondiale de la santé. L'exemple de la lutte contre le paludisme montre l'étroite collaboration entre les différents acteurs internationaux établis au bout du lac Léman.

Texte : Samanta Siegfried

«C'est au plus tard depuis la pandémie de Covid-19 que nous avons réalisé l'importance d'une approche multilatérale dans la gestion des crises sanitaires», explique Jürg Lauber, chef de la Mission permanente de la Suisse auprès de l'ONU à Genève. Le thème de la santé est interdisciplinaire et concerne également les droits humains ou la coopération au développement, relève-t-il.

Capitale mondiale de la santé, Genève abrite de nombreux acteurs dont la

mission est étroitement liée. La Suisse compte parmi les membres fondateurs de l'OMS, dont le siège se trouve à Genève. Le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, Onusida, le programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida, ainsi que de nombreuses organisations non gouvernementales, telles que Médecins sans frontières, sont également basés à Genève. S'y ajoutent des sociétés pharmaceutiques et de nombreuses start-up actives dans le domaine médical.

«À Genève, des acteurs importants collaborent efficacement et trouvent des réponses concrètes aux problèmes sanitaires globaux», souligne Jürg Lauber. Un exemple: la lutte contre le paludisme. Le partenariat public-privé Medicines for Malaria Venture (MMV)

Outre l'Organisation mondiale de la santé (photo), Genève abrite de nombreuses autres institutions dans le domaine de la santé.

© Chen Junxia Hinhua/eyevine/laif



Des personnes font la queue pour des traitements contre le paludisme au Nigeria. Depuis Genève, des organisations soutiennent les fabricants de médicaments africains pour une meilleure autosuffisance sur le continent.

© Emma Houston Xinhua/eyevine/laif

coordonne depuis Genève la recherche, le développement et la mise à disposition de nouveaux médicaments antipaludiques.

Le réseau de l'organisation, également soutenue par la DDC, comprend quelque 400 partenaires issus de l'industrie pharmaceutique, de la science, d'ONG, ainsi que des autorités et des pays concernés. Cette collaboration permet de réduire les coûts et de rendre les médicaments de qualité accessibles à toutes et à tous. Jusqu'ici, MMV a contribué à la commercialisation de douze nouveaux traitements contre le paludisme et permis de sauver quelque trois millions de vies.

Médicaments de qualité et abordables

MMV entend faciliter l'accès aux médicaments antipaludiques des femmes enceintes, l'un des groupes les plus exposés au risque de contracter le paludisme. En raison des conséquences néfastes de la maladie pour la mère et l'enfant à naître, les femmes enceintes sont traitées préventivement avec la sulfadoxine-pyriméthamine (SP).

«De nombreux obstacles rendent l'accès à ce médicament difficile», indique Maud Majeres Lugand, directrice adjointe de la recherche sociale chez

MMV. Il s'agit notamment de ruptures de stock ou encore de difficultés d'accès aux cliniques.

Un projet de MMV financé par Unitaid vise à soutenir les fabricants africains dans la production de ce traitement. L'une des difficultés rencontrées, explique Maud Majeres Lugand, est l'existence de SP de mauvaise qualité dans les pays fortement touchés par le paludisme. Ces médicaments sont parfois utilisés à tort pour traiter la maladie plutôt que pour la prévenir. «Mettre à disposition de la SP fabriquée localement pourrait permettre d'écartier les produits de qualité inférieure ou inconnue et de sensibiliser à l'importance d'une utilisation correcte du médicament.»

Le soutien aux producteurs africains devrait contribuer à l'autosuffisance du continent, mais également à la stabilité de l'approvisionnement, selon Maud Majeres Lugand: «La crise du Covid-19 nous a montré les graves effets que peut avoir une rupture des chaînes mondiales.»

Le défi du dernier kilomètre

Actuellement, jusqu'à 90% des médicaments antipaludiques en Afrique sont importés alors qu'il s'agit du continent qui présente le plus grand besoin. Le Ni-

geria est le pays le plus touché par le paludisme, avec 26,8% des cas mondiaux. MMV a déjà conclu trois accords de coopération avec des fabricants africains pour la production de la SP destinée au traitement préventif des femmes enceintes: deux au Kenya et un au Nigeria. L'un de ces projets pourra bientôt être soumis à la préqualification par l'OMS, la première étape à la mise sur le marché d'un médicament testé.

Après le feu vert de l'OMS, les donateurs, comme le Fonds mondial, entrent en jeu. Le Fonds mondial est le principal instrument de financement multilatéral pour la lutte contre le paludisme, la tuberculose et le VIH. Il récolte chaque année près de quatre milliards de dollars américains provenant de sources différentes. L'une de ses principales missions consiste à rechercher des partenaires et des fournisseurs stratégiques pour l'acquisition de médicaments, pour autant qu'ils aient été recommandés par l'OMS.

Scott Filler, responsable du programme de lutte contre le paludisme au Fonds mondial, explique: «Nous avons un secrétariat faiblement doté, nous dépendons donc d'autant plus de nos partenaires aux compétences spécialisées.» Parmi eux se trouve MMV, qui développe les produits et veille à ce qu'il y ait «suffisamment de projets de recherche en cours pour couvrir les besoins».

La mise sur le marché d'un médicament ne suffit pas, celui-ci doit atteindre les personnes concernées dans les régions reculées. Pour réaliser ce fameux dernier kilomètre, MMV collabore avec des ONG locales. «Même le meilleur médicament n'atteint pas les patientes et patients sans de nombreux partenariats», conclut Maud Majeres Lugand. ■

DDC INTERNE

CORNE DE L'AFRIQUE : SOUTIEN AUX POPULATIONS AFFECTÉES PAR LA SÉCHERESSE

(ung) La Corne de l'Afrique connaît l'une des pires sécheresses de son histoire récente. En Éthiopie et en Somalie, quelque dix millions de personnes, dont beaucoup de femmes, d'enfants et de personnes âgées, sont menacées dans leur existence en raison d'une grave pénurie alimentaire. Très préoccupée par la situation, la DDC a décidé d'allouer 10,8 millions de francs pour aider les populations touchées. Cette contribution servira à appuyer les interventions du Programme alimentaire mondial et du CICR dans les deux pays en question.

Durée du projet: 2022

Volume: 10,8 millions CHF

SUD GLOBAL : DES COMMUNES SUISSES FAVORISENT L'ACCÈS À L'EAU

(ddo) L'eau est source de vie. Cette réalité est plus évidente que jamais alors que les températures grimpent dangereusement à travers le monde, mettant en péril la santé humaine et la sécurité alimentaire de toutes et tous. Pour remédier à ce défi mondial, chaque commune suisse peut contribuer à améliorer l'accès à l'eau et à l'assainissement. Le projet Solidarité'Eau de la DDC les encourage en ce sens. Durant sa première phase (2016-2019), 650 communes ont mis en œuvre des projets dans le domaine hydrique. Le but de la nouvelle étape est d'en mobiliser un millier.

Durée du projet: 2022-2027

Volume: 1,6 million CHF

NÉPAL : UN ENSEIGNEMENT DE QUALITÉ POUR LES JEUNES

(bm) L'enseignement et la formation professionnelle constituent des vecteurs de développement social et économique. Au Népal, la pandémie de Covid-19 a souligné l'importance de disposer de compétences adéquates pour décrocher un emploi dans le secteur formel. Aussi, la Suisse soutient le projet QualiTY, visant à améliorer la qualité des programmes d'enseignement et de formation à travers l'établissement d'un système national d'accréditation. Cette valorisation du système éducatif devrait augmenter la confiance des employeurs et employeuses et ainsi améliorer les perspectives des jeunes sur le marché du travail.

Durée du projet: 2022-2026

Volume: 10,2 millions CHF

(dont 2,2 millions du gouvernement népalais)

INDE : SOUTIEN À LA MOBILITÉ ÉLECTRIQUE

(fnr) L'essor de la classe moyenne indienne entraîne une augmentation des besoins en mobilité et des émissions de CO₂. Plusieurs villes misent donc sur l'électromobilité, mais des défis se posent: il faut installer des bornes de recharge, produire de l'électricité renouvelable et garantir l'élimination des batteries usagées. C'est pourquoi la DDC soutient un projet de l'agence allemande de coopération internationale pour le développement (GIZ) qui aide quatre villes indiennes à électrifier leurs moyens de transport. Les solutions développées doivent réduire les émissions de CO₂ et contribuer ainsi au développement durable des villes et à la lutte contre le réchauffement climatique.

Durée du projet: 2022-2025

Volume: 3,47 millions CHF

BOSNIE ET HERZÉGOVINE : RENFORCEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

(saani) En Bosnie et Herzégovine, les citoyennes et citoyens participent rarement au débat public et au processus décisionnel. La population ne perçoit pas les organisations de la société civile comme une représentation légitime de ses intérêts. De plus, les outils de consultation existants sont compliqués et peu conviviaux. Le projet «Soutien à la société civile» vise à renforcer les associations pour les habiliter à dialoguer avec la population et à relayer leurs préoccupations aux autorités. Une démarche qui stimule le débat sur la démocratie, l'égalité, les droits humains et l'intégration des minorités, dans le but d'insuffler le changement social dans tout le pays.

Durée du projet: 2022-2027

Volume: 5,52 millions CHF



L'AIDE À PETITE OU À GRANDE ÉCHELLE ?

Les mini-ONG qui soutiennent les personnes vulnérables à l'étranger foisonnent. Derrière ce phénomène se cache souvent un scepticisme à l'égard des organisations internationales établies.

Texte : Samanta Siegfried

C'est un peu par hasard qu'Ashti Amir s'est lancé dans l'aide au développement. En 2012, les combats s'intensifient en Syrie, son pays natal. «Que pouvons-nous faire?», lui demandent ses amis. «Ils voulaient donner de l'argent ou des biens», raconte cet homme, réfugié en Suisse depuis plus de vingt ans. En Syrie, il était menacé du fait de son engagement pour les droits humains.

En 2013, il fonde l'association SyriAid. Avec d'autres exilés syriens et des Suisses, il mènera trois convois de médicaments, de vêtements et de lait de Berne à Alep. «On aidait directement les gens, mais au prix d'un énorme effort», explique Ashti Amir. Aujourd'hui, l'organisation collabore avec un réseau de bénévoles sur place dans les domaines de la santé et de l'éducation.

Elle aide à reconstruire des hôpitaux et des écoles, distribue des kits d'hygiène dans les camps de réfugiés et finance des opérations médicales. Les sept membres de l'association travaillent

tous bénévolement et les dons sont intégralement reversés aux projets. «C'est une aide à petite échelle, mais très directe», relève Ashti Amir.

Agir directement à petite échelle est une nouvelle tendance en matière de coopération au développement. Il y a ce couple en voyage au Népal, choqué par les destructions causées par le séisme de 2015 et qui décide de collecter des fonds pour reconstruire une école. Ou cette enseignante à la retraite qui soutient un orphelinat en Roumanie. Ou encore cet ancien pasteur qui s'engage pour les enfants des rues en Bolivie.

Des ONG pop-up

«Il semble que, ces dernières années, les ONG de type pop-up se multiplient», observe Fritz Brugger, directeur du Centre pour le développement et la coopération (NADEL) de l'EPFZ. Cela pourrait être lié au fait que de nombreuses personnes voyagent et communiquent sur de longues distances. «La motivation résulte souvent de liens personnels et du besoin de faire quelque chose de concret», souligne Fritz Brugger. La démarche a ses avantages: «Les frais administratifs sont modestes, l'engagement est généralement proche des gens et l'aide arrive directement à bon port.»

Amir Ashti constate que, contrairement aux petites ONG, les grandes organisations humanitaires se heurtent souvent

au scepticisme de la population locale: «Elles sont surtout perçues comme des structures opaques avec beaucoup d'argent.» Lui aussi exprime ses doutes: «Ces organisations ne savent pas forcément où les besoins sont les plus urgents. L'aide ne parvient pas toujours aux personnes en détresse.»

Les liens personnels, une motivation forte

Bernhard Kerschbaum, responsable de la division Coopération internationale à l'Entraide protestante suisse (EPER), répond à cette critique: «Nous travaillons nous aussi avec des organisations partenaires sur place qui connaissent le contexte local.» Mais cela n'est pas toujours facile: «Trouver les bons partenaires, avec un engagement fortement ancré dans la société civile, constitue un défi.»

Il apprécie d'ailleurs le travail des petites ONG: «Les liens personnels sont une motivation forte et efficace, qui permet de mobiliser rapidement des dons.» Ce qui ne l'empêche pas de relever un problème: «Ces ONG dépendent fortement de leur fondateur ou fondatrice.» Si cette personne se retire, l'engagement est remis en question. De plus, l'absence de mécanismes de pilotage et de contrôle peut créer un terrain propice aux abus. «La petite taille d'une ONG n'exclut pas forcément la corruption ou les abus de pouvoir», pointe-t-il.

L'association SpendeDirekt offre la possibilité de faire des dons directement à des œuvres d'entraide locales, comme la Nufashwa Yafasha Organisation (NYO), qui gère une crèche gratuite au Rwanda.

© Benedikt Mathis



Pour éviter ces écueils, les grandes œuvres d'entraide comme l'EPER déploient de nombreuses ressources. Elles examinent les structures des organisations partenaires. Les postes sont-ils mis au concours? Les comptes sont-ils soumis à un organe de révision? Comment les processus sont-ils documentés?

Faire un don directement aux ONG locales

«Les organisations internationales sont généralement actives dans des pays qui figurent en tête de l'indice de corruption», relève Bernhard Kerschbaum. L'EPER analyse donc régulièrement ses systèmes de contrôle et ses processus pour les adapter.

Fritz Brugger abonde dans le même sens: «Plus une organisation est grande, plus ses structures sont complexes.» Il faut alors des mécanismes de contrôle et de pilotage pour avoir une vue d'ensemble des processus. Ce qui entraîne, bien entendu, des frais administratifs. «Les donatrices et donateurs veulent savoir comment leur argent est utilisé et quelle est l'efficacité d'un projet, poursuit-il. Le suivi et l'évaluation deviennent plus complexes et donc plus coûteux.»

L'association SpendeDirekt opte pour une autre approche. Fondée fin 2019 par d'anciens étudiantes et étudiants du NADEL, elle permet de faire des dons directement aux œuvres d'entraide locales. «Dans les pays en développement, de nombreuses petites structures s'engagent pour améliorer les conditions de vie, note le cofondateur Benedikt Mathis. Mais elles ne sont souvent pas prises en compte par les ONG internationales, pour lesquelles une collaboration à cette échelle n'est pas rentable.»

Le comité de cinq personnes de SpendeDirekt choisit ou visite personnellement chaque projet. L'un des six projets actuellement soutenus fournit un espace de repos aux enfants travaillant à Bantar Gebang, la plus grande décharge d'Asie du Sud-Est, non loin de Jakarta en Indonésie. Un autre développe des offres éducatives pour les enfants défavorisés des Adivasis, en Inde. L'équipe de SpendeDirekt est bénévole et prend en charge ses frais administratifs qui ne sont d'ailleurs pas très élevés.

L'enjeu n'est pas la taille de l'organisation

«Les organisations internationales disposent généralement de fonds affectés à des projets précis», précise Benedikt Mathis. Ce qui restreint la participation

L'organisation SyriAid travaille depuis la Suisse en Syrie avec un réseau de bénévoles sur place dans les domaines de la santé et de l'éducation.

© SyriAid

des partenaires locaux. SpendeDirekt pratique la démarche inverse puisque ce sont les associations sur place qui définissent les objectifs et l'ampleur des projets. Elles publient les justificatifs de leurs dépenses sur le site Internet et assurent la documentation de leur travail. «Nous estimons qu'elles sont en mesure de planifier, de réaliser et de documenter leurs projets», commente Benedikt Mathis. Leur ancrage sur le terrain leur confère une expertise indéniable.

Une approche que Fritz Brugger juge intéressante: «Il y a là un potentiel émancipateur.» Selon le directeur du NADEL, ce n'est pas la taille d'une organisation qui compte, mais bien la conception et la réalisation d'un projet: son élaboration a-t-elle permis d'associer les personnes concernées et de répondre à leurs besoins et priorités? L'organisation a-t-elle la flexibilité d'adapter sa démarche en fonction du résultat d'une évaluation? Les collaboratrices et collaborateurs sont-ils capables de coopérer sur un pied d'égalité et ont-ils conscience des conflits culturels? «Ce sont des questions que chaque organisation, grande ou petite, doit se poser.» ■

Carte blanche

MANAGUA, VILLE ÉTRANGE ET ACCUEILLANTE

Managua est une ville étrange, une sorte de ville qui n'en est pas vraiment une. En 1931, la capitale du Nicaragua est détruite par un tremblement de terre de magnitude 6 sur l'échelle de Richter. En 1972, lors d'un nouveau séisme de magnitude 6,02, le centre de la ville voit s'effondrer 90 % de ses bâtiments.

Dans le subconscient de la population nicaraguayenne, Managua est aujourd'hui la ville qui a été et qui n'est plus. Elle s'est développée de manière incontrôlée, sans planification aucune, comme une pieuvre. Il y a des zones densément peuplées et d'autres presque

désertes, de vastes espaces vides et des ruines peu à peu démolies pour recréer une certaine normalité. Il n'y a pas de centre-ville pour se rencontrer, se promener, faire des achats ou manger au restaurant. Mais l'absence de béton est compensée par une végétation luxuriante. Et Managua possède ce qui est sans doute le plus important pour une ville: une population aimable, simple, drôle, qui s'interpelle affectueusement: «¿Qué vas a querer amor?» («Que veux-tu, mon chéri?»), «¿Digame madrecita?» («Qu'est-ce que je te sers, maman?»), voilà le genre de phrases qu'on peut entendre au marché.

Lors d'une première visite à Managua, on a tendance à perdre le sens de l'orientation, car il n'y a quasiment pas de bâtiments élevés pour se repérer. Les noms de rue sont très particuliers. Un libellé d'adresse pourra être le suivant: là où se trouvait le petit arbre, trois pâtés de maisons plus bas, à 20 mètres en direction du lac. On comprend pourquoi l'écrivain franco-argentin Julio Cortázar (1914-1984) pouvait dire que le Nicaragua est le seul endroit où les noms de rue et la langue sont de la poésie.

Tout le monde sait que le Nicaragua est l'un des pays les plus pauvres d'Amérique latine. Qu'il a subi de terribles dictatures, comme celle de Somoza qui a duré une cinquantaine d'années. Qu'il a connu des guerres, des révolutions, des contre-révolutions et des catastrophes naturelles. Pourtant, il y a quelque chose de spécial dans ce pays, quelque chose qui réchauffe le cœur, qui fait que l'on se sent chez soi et qui offre une belle qualité de vie.

Un jour, en rentrant de voyage, je suis allée au marché pour acheter des fruits et des légumes. Au moment de payer, je me rends compte que j'ai oublié mon porte-monnaie. Je m'excuse et je veux

rendre la marchandise. Mais la femme, qui ne me connaissait pas, me dit d'emporter mes achats, qu'elle est certaine que je viendrai les payer un jour. Là, je me suis dit: tu es au Nicaragua!

En mesurant la qualité de vie du Nicaragua au moyen des indicateurs classiques tels que le revenu, la fortune, l'emploi, les salaires, le système de santé, l'éducation ou l'importance des centres culturels, le pays n'obtient certainement pas un très bon score. Si les critères étaient au contraire l'espace, la nature, les loisirs, la communauté, la famille et l'amabilité, il ne fait aucun doute que le Nicaragua caracolait en tête du classement mondial.

Avec la pandémie, notre mode de vie a été bouleversé une fois de plus. La population des grandes villes était entassée dans de petits appartements, causant de graves problèmes psychologiques. C'est pourquoi de nombreuses personnes, surtout les jeunes, ont décidé de quitter les villes pour pratiquer le télétravail à la campagne. En ce sens, le Nicaragua, avec tous ses problèmes de pays appauvri et son étrange capitale, possède des privilèges que seules les petites cités peuvent offrir. ■



© Ildi

LUCERO MILLÁN est directrice de théâtre, comédienne, conseillère artistique et sociologue. D'origine mexicaine, elle fonde en 1979 « El Teatro Justo Rufino Garay » à Managua, la capitale du Nicaragua. Plusieurs générations de comédiennes et comédiens y ont été formées depuis et sa troupe est aujourd'hui l'une des plus renommées d'Amérique centrale. Elle a accompagné ses tournées dans plus de 25 pays et reçu des distinctions internationales, dont le prix « Aztlán » du gouvernement mexicain pour ses efforts en faveur de la culture au Nicaragua. Lucero Millán a également dirigé des ateliers en tant que conseillère dans le domaine de la participation civique via le théâtre, en Colombie, aux États-Unis, en République dominicaine, au Costa Rica, au Honduras, en Espagne, au Guatemala, au Mexique et au Brésil.



« JE VEUX ÊTRE UN TÉMOIN DE MON TEMPS »

(1b) «Un souvenir de la Moldavie? C'est l'image d'un enfant ukrainien jouant dans un tunnel en tissu qui me vient à l'esprit. Lorsqu'il en sort, c'est comme s'il avait laissé sa peur derrière lui. Pour lui, ce jeu était une sorte de rite exorcisant », raconte Matteo Placucci. Nous rencontrons le photographe italien au début du mois de mai dans un café de la gare de Bâle. Il est de retour d'Ukraine, où il s'est rendu à plusieurs reprises ces derniers mois. «Je veux être un témoin de mon temps et documenter cette tragédie humaine, explique le photojournaliste. Je veux la raconter avec mon point de vue,

mon œil photographique et mon parcours.» Matteo Placucci n'entend pas se jeter sur les malheurs humains comme un vautour. Son approche se veut empathique. Avant d'allumer son appareil photo, il cherche le dialogue avec le sujet qu'il veut dépeindre. «En Bosnie et Herzégovine, sur la route des personnes migrantes, je buvais des dizaines de litres de thé, se souvient-il. C'était mon stratagème pour entrer en contact avec celles et ceux qui étaient dans l'attente de poursuivre leur voyage.» Ainsi, au fil des jours, sa présence devient diaphane et il parvient à saisir des scènes de la vie

quotidienne dans un environnement absurde, inhumain. «En Moldavie, il est plus difficile d'entrer en contact avec les personnes en fuite, car il s'agit principalement de femmes avec des enfants, relève-t-il. Face à un homme, elles se taisent presque systématiquement.» Dans ce pays limitrophe de l'Ukraine, c'est la grande humanité du peuple moldave qui a marqué Matteo Placucci. Malgré une vie de privations, cet État a ouvert ses portes pour accueillir celles et ceux qui ont dû tout abandonner sous les bombes. ■



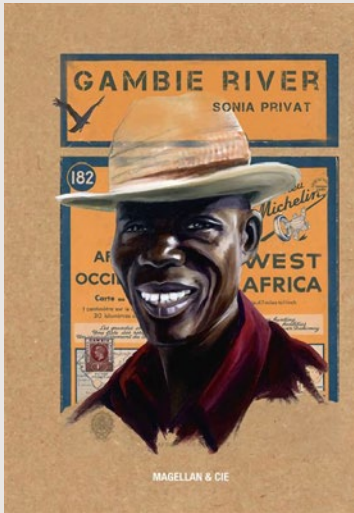




MATTEO PLACUCCI est né en 1983 à Cesena, en Italie. Il est devenu photographe presque par hasard. En 2017, lors d'un voyage de deux ans en Afrique, il a ressenti le besoin de raconter ce monde-là. Son appareil photographique ne l'a plus quitté depuis. Il vit depuis trois ans avec sa femme à Bâle. Au cours de ses projets à long terme, comme le périple des personnes migrantes sur la route des Balkans, Matteo Placucci s'est lié d'amitié avec certaines d'entre elles. Son objectif est de les accompagner le long de ce que l'on appelle le game, jusqu'à la ligne d'arrivée. Et de raconter d'un point de vue émotionnel l'histoire de celles et ceux qui luttent pour vivre une vie digne de ce nom.

www.matteoplacucci.com





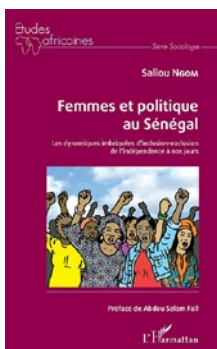
UN CARNET DE VOYAGE AUX SUPERBES ILLUSTRATIONS

(zs) « Dans l'enfermement physique qui est désormais notre quotidien, le voyage s'impose, intérieur... En 2017, je découvrais pour quelques jours le Sine Saloum et pénétrais dans cette brousse que je rêvais si sauvage. La savane, identique à celle que montrent les documentaires télévisés! Je n'avais aucune idée de ce que l'on allait vivre ici, perdus dans ce pays étrange, bien loin des sites touristiques. » Sonia Privat et son compagnon Dan Privat ont parcouru la Gambie, petit pays enclavé qui suit le cours du fleuve

éponyme. De ce road-trip est né un livre. Un carnet de voyage retranscrit sous différentes formes artistiques, associant textes, dessins et peintures de Sonia ainsi que photographies de Dan pour capturer de sublimes portraits. Les visages, les regards, les attitudes sont saisissants. Des rencontres profondément humaines. *Sonia et Dan Privat, Gambie River, Éditions Magellan & Cie, Paris, 2021*

LIVRES

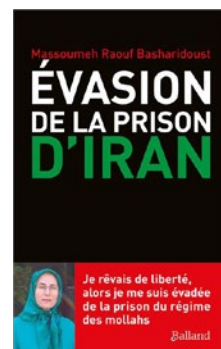
INCLUSION ET EXCLUSION DES SÉNÉGALAISES



(zs) Quelle place occupe les femmes dans l'espace politique sénégalais postindépendance? Saliou Ngom, chercheur en sciences sociales, met en lumière à travers cet essai le processus imbriqué d'inclusion et d'exclusion des femmes dans la vie institutionnelle de son pays. Et ce, à travers les nombreuses configurations politiques qui ont suivi l'indépendance: période du parti unique, ouverture politique, wolofisation, entrée des acteurs internationaux, alternance politique, parité. Le gouvernement a fait voter en 2010 une loi sur la parité absolue dans les instances électives. Or, de nombreux anciens ministres et chefs religieux exigent désormais l'abolition de ce texte, car il ne serait pas « conforme à notre culture et encore moins à notre religion ». Dès lors, « comment comprendre la situation paradoxale entre

l'état formel de l'émancipation et son état réel »? Tel est l'objet central de cette recherche qui questionne notamment les coutumes parallèles de gestion des rapports sociaux se substituant aux lois. *Saliou Ngom, Femmes et politique au Sénégal. Les dynamiques imbriquées d'inclusion-exclusion de l'indépendance à nos jours, L'Harmattan, Paris, 2021*

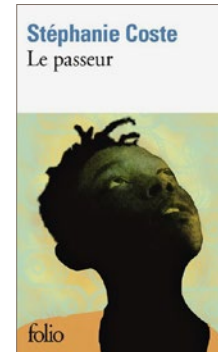
DANS LES CACHOTS DES MOLLAHS IRANIENS



(zs) « J'ai perdu mes parents, mes frères et mon mari, à la suite de mes confrontations avec la tyrannie des mollahs au pouvoir en Iran. Mais je ne suis pas la seule à avoir perdu des êtres chers. Des milliers d'autres Iraniens sont devenus les victimes de ce génocide barbare et inhumain. » Massoumeh Raouf, sympathisante des Moudjahidines du peuple d'Iran, opposants aux régimes des mollahs, relate son incarcération et son évasion. Incarcérée dans la prison de Racht, une ville du nord de l'Iran,

elle y passe quelques mois, mais a le sentiment d'y croupir depuis de longues années. Rêvant de liberté, elle décide de s'échapper. Pour dénoncer ce régime et faire comprendre au monde les enjeux de cette « terrible tyrannie religieuse ». Un récit glaçant. *Massoumeh Raouf, Évasion de la prison d'Iran, Balland, Paris, 2022*

DÉFAITE DE LA DIGNITÉ HUMAINE



(zs) Seyoum a fait « de l'espoir son fonds de commerce ». « Tant qu'il y aura des désespérés, ma plage verra débarquer des poules aux œufs d'or. Des poules assez débiles pour rêver de jours meilleurs sur la rive d'en face », lance-t-il. L'homme est devenu l'un des plus gros passeurs de la côte libyenne. Sans état d'âme ni once d'empathie. Sans foi ni loi. Alors qu'un énième convoi de personnes désespérées arrive d'Érythrée, son pays d'origine, soudain, voilà Seyoum bouleversé. Les fantômes du passé remontent à la surface: sa famille détruite par la dictature, l'embrigadement forcé dans un camp, la violence, la fuite, son amour perdu. On comprend peu à peu comment Seyoum a perdu toute humanité. À travers les destins croisés des personnes migrantes et de leur bourreau, Stéphanie Coste retrace l'histoire d'un continent meurtri. Haletant, le rythme du récit nous plonge au plus profond de la folie humaine. *Stéphanie Coste, Le passeur, Gallimard, Collection Folio, Paris, 2022*

UNE GÉNÉRATION SACRIFIÉE



(zs) « Trois mois. D'après maman, ça fait précisément trois mois aujourd'hui qu'on est enterrés dans ce fichu camp. Et ça fait presque quatre ans que j'ai quitté

l'école Jacques-Prévert de Sarcelles. » Après un long voyage, le petit Fabien, féru de poésie, devient Farid. Caché dans une voiture avec ses parents de la France à la Syrie, le petit garçon est arrivé à Raqqa. « Papa et maman étaient très excités. Ils m'ont dit que c'était le paradis ici. Moi, je croyais que le paradis c'était dans le ciel, quand on est mort. Papa s'est habillé avec des vêtements très larges et un turban. Maman a mis un niqab. Tout noir. On voyait que ses yeux. Pour rire, elle me disait que c'était pour me surveiller comme depuis la meurtrière d'un château », narre cet enfant, dont les rêves s'anéantissent peu à peu. Au nom de l'État islamique, le garçon est embrigadé dans l'horreur. Mais il puisera dans la poésie pour trouver la beauté. Un roman déchirant. *Rachid Benzine, Voyage au bout de l'enfance, Éditions du Seuil, Paris, 2022*

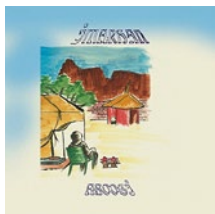
MONTREZ À L'AUTRE QU'IL A DE LA VALEUR



(zs) Le journaliste et comédien français Yann Defond vit depuis 2009 dans la plus grande cité ouvrière du Cambodge, située dans un parc industriel de la périphérie de Phnom Penh, la capitale. « Me voici à nouveau dans cet amoncellement de logements ouvriers encerclé par de hauts murs, un peu comme les fortifications du village d'Astérix mais de l'autre côté du globe », raconte-t-il. Des centaines de milliers d'ouvrières et d'ouvriers, travaillant dans des usines d'habillement, y vivent. Une population qui ne cesse de croître à mesure que de nouvelles fabriques ouvrent leurs portes. Les rizières, elles, reculent. Totalement intégré dans la société cambodgienne, l'auteur relate ce qu'il observe auprès des jeunes femmes qui cousent au fil des jours les vêtements portés par les Européens. Son credo: montrer « à l'autre qu'il a du prix, qu'il est important, alors que tout autour de lui, à l'usine, dans la ville, porte à penser le contraire ». Ainsi naissent de profondes amitiés et une analyse des mentalités collectives autant sur le monde asiatique qu'europpéen. *Yann Defond, Une vie avec les ouvriers du Cambodge, L'Harmattan, Paris, 2022*

MUSIQUE

SYMBIOSE ENVOÛTANTE ET LÉGÈRE



(er) Onze morceaux intimistes évoquent l'immensité du Sahara, le souffle chaud et vibrant du sirocco et le passage ondulant des caravanes. Les riffs inattendus de la guitare acoustique et électrique s'entremêlent aux percussions groovy et aux clappements de mains, tandis que les voix masculines captivantes et les ululements aigus des femmes construisent un jeu insistant d'appel et de réponse. C'est le blues du désert, ou rock du désert, déployé par le quintet Imahran fondé en 2006 à Tamanrasset, ville oasis du sud de l'Algérie. Pour ce troisième album, Imahran est rejoint dans son propre studio par le musicien gallois Gruff Rhys, du groupe Super Furry Animals, ainsi que par la chanteuse soudanaise Sulafa Elyas et le poète touareg Mohamed Ag Itlale dit « le Japonais », décédé en 2021. Les chansons en langue touarègue tamasheq, en arabe ou en gallois conjurent les inégalités économiques ou la répression dans l'Algérie postcoloniale. Une symbiose musicale envoûtante et légère, entre tradition et modernité.

Imarhan, Aboogi (City Slang/Rough Trade)

UNIQUE ET CAPTIVANT



(er) Son nom rappelle une drogue très répandue au Proche-Orient: le groupe El Khat, basé à Tel-Aviv, pratique une musique percussive et pulsative, tantôt tranchée et aiguë, tantôt douce et harmonieuse. Les racines musicales d'Eyal el Wahab, leader du groupe, se situent au Yémen. Lui et ses musiciens venus d'Irak, de Pologne et du Maroc créent un son puissant et addictif, à la fois traditionnel et contemporain. Les percussions et le tambourin, le piano et la guitare, les instruments à vent et ceux bricolés à partir de déchets sous-tendent un chant yéménite-arabe passionné, en solo et en chœur. Les textes épurés sont traduits en anglais dans le livret de ce

deuxième opus. Le titre de l'album, *Albat Alawi Op.99*, rappelle le coffret métallique nommé Albat et le chanteur yéménite légendaire Faisal Alawi, avec un clin d'œil à la numérotation des œuvres musicales classiques. Conclusion: unique et captivant. *El Khat, Albat Alawi Op.99 (Glitterbeat/Indigo)*

ÉBLOUISSANT ET MAGIQUE



(er) Une œuvre puissante qui se contente de deux éléments: le chant limpide et expressif d'Ana Carla Maza ainsi que les rythmes et les sons passionnés et virtuoses de son violoncelle. À 26 ans, l'artiste cubaine est considérée comme l'un des plus grands talents du violoncelle de notre époque. En 2012, la fille du célèbre pianiste chilien Carlos Maza et de la guitariste cubaine Mirza Sierra entame ses études à Paris. Depuis, elle enchante les publics en Europe. *Bahia*, son deuxième album solo, a été enregistré à Barcelone. Neuf titres séduisants pour un hommage au quartier animé de la vieille Havane où elle a grandi. Ana Carla Maza distille ses impressions quotidiennes dans un univers musical fascinant de son et de tango, de bossa nova et de chanson, de musique classique et de jazz. Le résultat est éblouissant et magique. *Ana Carla Maza, Bahia (Persona Editorial Ltd/Broken Silence)*

FILMS

LA CULTURE DES ANDES



(wr) Né en 1936, le cinéaste Jorge Sanjinés est un pilier du cinéma d'Amérique latine. Son travail tourne autour du monde andin des Aymaras. *La nación clandestina*, son œuvre clé de 1989, a été restaurée grâce à la fondation trigon-film et paraît pour la première fois en DVD. Le film dresse un portrait subtil des Andes qui dissout le temps et l'espace pour faire vibrer les rapports intérieurs. Le récit oscille librement

entre le mythe et la réalité, entre le passé et le présent, selon la culture indigène et sa conception fluide des dimensions temporelles et spatiales. Le protagoniste Sebastian, accusé de vol et rejeté par son village, ne trouvera pas son bonheur dans la grande ville de La Paz. Il change de nom, troque son poncho contre un jean, gagne sa vie par des missions étranges pour se retrouver sans domicile fixe et noyé dans l'alcool. Il veut finalement rentrer chez lui pour mourir dans le cadre d'un rituel de danse aymara, se retrouver lui-même et retrouver son honneur. Un film rare, calqué sur l'essence de la culture andine. *La naciòn clandestina de Jorge Sanjines, Bolivie; disponible en streaming sur filmingo.ch ou en DVD avec livret, éditions trigon-film.org*

SUR LES ROUTES DE L'EXIL



(ca) Agir, un Kurde de 19 ans très réservé, fuit de la Syrie vers la Suisse. Pendant plusieurs années, le jeune homme transite par différents pays. Dans son film d'animation intitulé *Tente 113, Idomèni*, le cinéaste Henri Marbacher retrace le périple d'Agir

en utilisant la voix off. C'est un récit morcelé qui montre à quel point il est difficile pour Agir de parler de son histoire. Début 2021, on dénombrait près de 6,7 millions de personnes réfugiées et requérantes d'asile syriennes, parmi lesquelles de nombreux jeunes. *Tente 113, Idomèni* donne un visage à celles et ceux qui ont dû quitter leur pays. L'œuvre restituée par des images saisissantes les épisodes traumatisants vécus par les jeunes au cours de leur exil. *Tente 113, Idomèni de Henri Marbacher; un dossier pédagogique est disponible sur: <https://catalogue.education21.ch/fr/tente-113>*

DIVERS

DES SPÉCIALISTES DU DFAE VIENNENT À VOUS

Vous souhaitez obtenir des informations de première main sur la politique étrangère de la Suisse? Les intervenantes et intervenants du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) se tiennent à la disposition des écoles, des associations et des institutions pour des exposés et des débats sur de nombreux sujets de politique étrangère. Ce service de conférences, gratuit, n'est proposé que sur le territoire suisse. Un effectif minimum de 30 participantes et participants est requis. *Informations: Service de conférences, Communication DFAE, Palais fédéral ouest, 3003 Berne; tél. 058 462 31 53, e-mail: vortragsservice@eda.admin.ch*

COUP DE CŒUR



La fragilité du chez-soi

Eugenia Senik, écrivaine ukrainienne de 35 ans, se reconstruit loin de son pays natal.

La curiosité m'a poussée en 2012 de l'Ukraine à La Chaux-de-Fonds, où j'ai travaillé comme bénévole dans un foyer pour sans-abri. Mon dernier roman s'intéresse aux raisons pour lesquelles les gens perdent leur logement en Suisse. Qui sont ces personnes? Comment gèrent-elles leur vie? C'est le pouvoir de la littérature: explorer d'autres réalités de vie, dévoiler d'autres perspectives. Je voulais décrire l'expérience de perdre son chez-soi. Mais, en 2014, quand la guerre éclate en Ukraine, je perds moi-même mon lieu de vie dans ma ville natale de Luhansk: l'endroit où j'ai grandi, où se trouvaient mes racines, où je disposais d'un toit, où la porte était ouverte. Quelques années plus tard, mes parents sont décédés et j'ai voulu quitter l'Ukraine pour échapper à la douleur. Je suis allée à Stockholm, puis à Bâle, voulant faire des études de littérature et continuer d'écrire. Depuis février dernier, après la nouvelle attaque russe, le retour en Ukraine est devenu une perspective lointaine. Avec le temps, je me sens chez moi à Bâle, n'ayant plus d'autre port d'attache. Les différents dialectes me sont sympathiques, ils ont une sonorité chaleureuse et me rappellent ma langue maternelle. Au début de ma scolarité, l'Ukraine était déjà indépendante de l'Union soviétique, mais il était encore mal vu de parler ukrainien. Notre père m'a fait suivre les cours de la seule classe pilote où l'on parlait l'ukrainien. Mon livre sur les sans-abri est paru sous le titre *La maison des allumettes*. Après l'invasion par l'armée russe, la femme qui devait s'occuper de la distribution de mes ouvrages en Ukraine s'en est finalement servi pour baricader ses fenêtres. Deux cent cinquante livres pour se protéger des bombes, c'est ce qu'elle pouvait faire de mieux.

(Propos recueillis par Samanta Siegfried)

IMPRESSUM

Un seul monde paraît quatre fois par année en français, en allemand et en italien. La version en ligne est également disponible en anglais.

Éditeur

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Comité de rédaction

Patricia Danzi (responsable),
Charlotte Stachel (coordination globale),
Beat Felber, Luana Nava, Marie-Noëlle Paccolat, Nicolas Saameli, Özgür Ünal,
Martina Waldis

Rédaction

Beat Felber (bf - production), Luca Beti (lb), Zélie Schaller (zs), Samuel Schlaefli (sch), Samanta Siegfried (sam)

Courriel: info.deza@eda.admin.ch

Réalisation, Photolitho et impression

Stämpfli SA, Berne

Reproduction

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

Abonnements et changements d'adresse

Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de: Communication DFAE, Palais fédéral Ouest, 3003 Berne.

Courriel: deza@gewa.ch

Imprimé sur papier blanchi sans chlore et expédié sans film d'emballage pour protéger l'environnement.

Tirage total: 47 400 exemplaires

Couverture: Ziyodakhon Abduvalieva et ses petits-enfants vivent dans la commune tadjike de Mehrobod. Celle-ci dispose d'un approvisionnement en eau potable pour sa population.
© Samuel Schlaefli

ISSN 1661-1675

www.un-seul-monde.ch
www.ddc.admin.ch

« Il y a des choses que nous comprenons mieux que le gouvernement. Nous avons l'habitude de nous débrouiller seuls. »

Shohista Tursynmurodova, page 12

« À chaque nouvelle crise entre le gouvernement et l'opposition, les femmes subissent des viols de masse. »

Sally Riek, page 24

« Il semble que, ces dernières années, les ONG pop-up de ce type se multiplient. »

Fritz Brugger, page 35
